



INDUSTRIE ET TERRITOIRES

**COMMENT GAGNER LA BATAILLE DE LA RÉINDUSTRIALISATION ?
REGARDS CROISÉS ENTRE TERRITOIRES, INDUSTRIELS ET SOCIÉTÉ CIVILE**

RÉGION NORMANDIE

NOVEMBRE 2024



BPIFRANCE LE LAB

EN QUELQUES MOTS

Tout le monde doit en avoir conscience : les PME-ETI sont décisives pour l'économie française, en termes de croissance, d'emplois et d'ancrage local. Pour autant, confrontées à des défis spécifiques, celles-ci restent méconnues : il subsiste un déficit de savoirs sur nos PME-ETI qu'il est fondamental de combler.

Bpifrance Le Lab est le laboratoire d'idées des PME-ETI.

Sa mission : stimuler les dirigeants pour faire face aux enjeux d'aujourd'hui et de demain.

Concrètement, **Bpifrance Le Lab** travaille à :

- Tirer les meilleures idées de la recherche et du terrain ;
- Valoriser les expériences et les témoignages de dirigeants ;
- Relier les dirigeants-lecteurs au sein d'une communauté de recherche participative.

Bpifrance Le Lab fait ainsi émerger des idées faites pour les PME-ETI.

Son ambition : des dirigeants épanouis, pour des entreprises qui vont bien.

Retrouvez-nous sur lelab.bpifrance.fr

0

INTRODUCTION

DE LA PUBLICATION NATIONALE AUX
DÉCLINAISONS RÉGIONALES

LA RÉINDUSTRIALISATION EST UN ENJEU DE SOUVERAINETÉ NATIONALE, ET SE JOUE À L'ÉCHELLE LOCALE

En mai 2024, Bpifrance Le Lab a publié une étude inédite sur la réindustrialisation. Cette étude combine des projections économiques permettant de quantifier sous différents angles l'ambition de réindustrialisation de la France, des perceptions croisées d'industriels et de citoyens, une cartographie du potentiel industriel des territoires et une analyse des stratégies de croissance des industriels. En voici les enseignements principaux :

La réindustrialisation est un défi considérable. A horizon 2035, il faut retrouver une balance commerciale à l'équilibre, ce qui implique dans le secteur de l'industrie manufacturière 233Mds€ de valeur ajoutée supplémentaire en tenant compte de l'inflation (soit une hausse de 5,3 % en valeur par an), la création de 600 000 à 800 000 emplois (soit 50 000 à 67 000 emplois par an entre 2023 et 2035, ce qui représente le double des créations observées entre 2021 et 2023), et un passage de 9,7 % à 12 % de la part de l'industrie manufacturière dans le PIB.

Si cette marche est haute, elle reste atteignable. Le tissu industriel existant (avec des prévisions de croissance moyenne du chiffre d'affaires de l'ordre de 4 % par an) représenterait 2/3 de la marche à franchir, le 1/3 restant correspondrait à des créations d'entreprises, françaises ou étrangères, sur le territoire français.

L'ambition de réindustrialisation bénéficie du soutien de la population. Les Français s'y disent à 82 % favorables, et 83 % estiment que l'industrie est « une fierté pour les territoires ».

Tous les territoires français ont le potentiel d'accueillir le renouveau industriel. Toutefois ceux-ci verront certainement des formes différentes de réindustrialisation se développer sur leurs sols. L'attractivité de chaque territoire est ainsi façonnée par de multiples facteurs incluant ses atouts géophysiques, sa culture et son histoire industrielle.

LE CHOIX DE L'ÉCHELLE RÉGIONALE

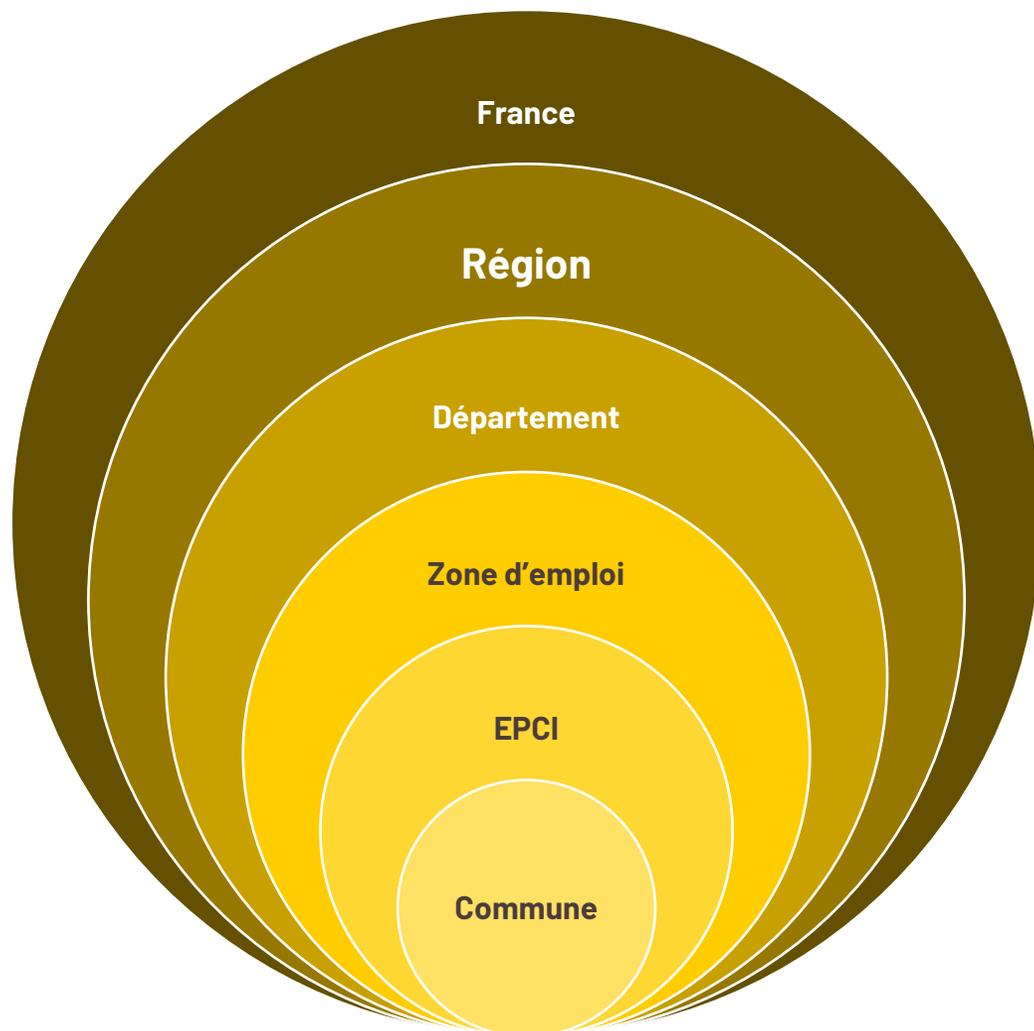
Pour offrir une analyse plus détaillée et pertinente aux dirigeants de PME-ETI, cible principale de Bpifrance Le Lab, ainsi qu'aux acteurs publics, deux prismes d'analyse complémentaires de l'industrie émergent : le **secteur d'activités** et la **géographie**.

Notre étude fait le choix d'adopter le prisme géographique comme angle principal. Nous optons pour une analyse qui reconnaît un caractère unique à chaque territoire, et qui met en lumière les spécificités qui confèrent à chaque lieu son dynamisme industriel propre. Au cœur de cette dynamique se trouvent les dirigeants de PME et d'ETI, ancrés dans le territoire, et pleinement engagés dans l'économie locale.

L'approche sectorielle bien qu'éminemment intéressante est plus largement traitée notamment à travers son incarnation au niveau des politiques publiques dans les Comités Stratégiques de Filières (CSF). Cette approche s'intéresse aux chaînes de valeur – de la conception à la distribution – et permet une compréhension des relations et synergies entre les différents acteurs de cette chaîne. Elle met également au jour les dynamiques de pouvoir existantes : les grandes entreprises dominant en tant que donneurs d'ordre, tandis que les sous-traitants, souvent de plus petite envergure, se trouvent dans une position de dépendance économique qui limite leur influence. Cet angle d'analyse est considéré dans l'étude mais de manière secondaire.

« C'est dans le tissu dense et informel des territoires que se construisent et se reproduisent « les sucres lents de la compétitivité », les ressources de longue durée comme les compétences et les réseaux relationnels qui permettent d'affronter des environnements changeants.»*

*Pierre Veltz dans la Préface de « Refaire l'industrie un projet de territoire » par Caroline Granier de la Fabrique de l'industrie



LES RÉGIONS : DES TERRITOIRES D'ENVERGURE QUI OCCUPENT UNE PLACE CLÉ DANS LA RÉINDUSTRIALISATION

Les régions sont de grands espaces géographiques. Ce sont aussi des acteurs du développement économique de leur territoire et elles ont chacune développé une stratégie de réindustrialisation. Au niveau national, le contexte de crises sanitaires et géopolitiques a dynamisé le soutien à la revitalisation du secteur industriel, notamment à travers le plan « France 2030 ». L'importance de l'échelle locale des actions s'illustre par exemple avec le programme Territoires d'Industrie, visant à apporter, dans et par les territoires, des réponses concrètes aux enjeux de soutien à l'industrie, qui a été lancé en 2018 puis renouvelé en 2023. En parallèle de cette initiative centralisée, les régions se sont naturellement approprié cet enjeu, depuis plus ou moins longtemps, en résistant à la tendance de désindustrialisation ou en saisissant les opportunités de renouveau industriel. Ces efforts sont visibles, par exemple, dans les sections dédiées à l'industrie des SRDEII*, les plans stratégiques des régions. Cette échelle plus fine des régions, grands territoires avec des visions plurielles, vient donc composer de manière complémentaire avec l'ambition de l'Etat, autour de l'objectif commun de soutenir les territoires dans leurs stratégies de développement industriel.

Notre étude analyse en détails l'échelle territoriale de la réindustrialisation de la France en se posant les questions suivantes :

Comment les régions portent-elles l'ambition nationale de réindustrialisation ?

Quels sont les équilibres établis entre l'approche nationale et les initiatives régionales pour mener à bien la réindustrialisation ?

Quel est le récit de chaque région sur la réindustrialisation ? Qu'est-ce que les régions peuvent offrir sur la réindustrialisation compte tenu de leur histoire, de leur potentiel, de leur stratégie ?

*Schéma Régional de Développement Economique d'Innovation et d'Internationalisation

COMMENT LIRE CETTE ÉTUDE ?

- 1. La première partie examine des indicateurs économiques et ce qu'ils laissent voir de la réindustrialisation au niveau de la région analysée.** Elle considère plusieurs indicateurs mesurant la valeur ajoutée, l'emploi, et enfin, les créations et stocks d'établissements dans l'industrie manufacturière. Certains sont comparables année par année, permettant de dresser des tendances au fil du temps, d'autres nous donnent la décomposition par secteur, permettant de voir les spécialisations de la région.
- 2. La deuxième partie s'intéresse au potentiel de développement industriel des territoires de la région,** et tente de répondre à trois interrogations : comment la région se positionne par rapport au niveau national ? Est-ce qu'il y a des disparités fortes entre les zones de la région ? Quelles zones d'emploi au sein de la région se démarquent particulièrement ?
- 3. La troisième partie est un regard croisé entre industriels et citoyens.** Quelles perceptions ont-ils de l'industrie, et de la réindustrialisation ? Quel est leur niveau d'acceptabilité de l'industrie au niveau local ? Quel est leur degré d'appétence pour travailler dans l'industrie ? Nous mobilisons ici des données de l'enquête auprès des industriels (2 828 répondants) et auprès des Français (5 000 répondants au niveau national, 4 400 répondants sur des zones d'emploi spécifiques).
- 4. La quatrième partie s'appuie sur l'enquête auprès des dirigeants et analyse les projets des industriels et la façon dont ils s'incarnent dans les territoires.** Comment se traduit leur stratégie de croissance au niveau de leurs implantations ? Quels sont leurs besoins fonciers et leurs freins rencontrés au niveau local ?

A QUI S'ADRESSE CETTE ÉTUDE ?

- Aux dirigeants industriels, décideurs institutionnels, collectivités locales, et aux porteurs de projets industriels en région souhaitant par exemple connaître le niveau d'acceptabilité sociale de différents projets industriels au niveau local ou les priorités exprimées par les industriels dans la région.



CE QU'EST CE TRAVAIL

- Un angle de compréhension de l'industrie dans la région à travers des données brutes
- Une clé d'analyse pour comprendre comment la réindustrialisation se perçoit dans la région et comment cette vision locale diffère de la moyenne nationale, à travers des enquêtes d'opinion auprès des habitants et des industriels de toute la France métropolitaine
- Un focus sur la perception des habitants de zones d'emploi spécifiques



CE QU'IL N'EST PAS

- Une comparaison entre régions
- Une déclinaison de l'étude nationale au niveau des départements
- Une déclinaison de l'étude nationale au niveau des EPCI ou des communes

MÉTHODOLOGIE DE L'ÉTUDE (2/2)



Un cadrage macroéconomique

Pour comprendre la hauteur de la marche à franchir dans des mesures économiques : Valeur Ajoutée, emplois, créations d'établissements

Sources: l'Insee, la Direction Générale des Entreprises (DGE), EY et l'Observatoire des Start-Up Industrielles

Périmètre : la France métropolitaine, hors DROM



Une cartographie du potentiel industriel des territoires

Un travail en chambre, challengé par des experts et des industriels, pour mesurer - à partir d'une trentaine d'indicateurs - le potentiel de développement industriel des territoires et sa cartographie par zones d'emploi françaises



200+ personnes interviewées

Entretiens réalisés auprès de dirigeants industriels, d'acteurs locaux et d'élus, de chercheurs, d'acteurs de la formation et d'experts de l'industrie



4 journées exploratoires

Rencontres dans 4 territoires choisis pour leurs caractéristiques industrielles, rassemblant représentants de l'Etat, des Régions, des EPCI, et des industriels, : Figeac le 23 février 2024, Valenciennes le 18 mars, Châteauroux le 27 mars et Besançon le 5 avril. Pour ces rencontres, nous avons été accompagnés par les cabinets Ernst&Young, et Compagnum



Une enquête auprès de 2 828 industriels

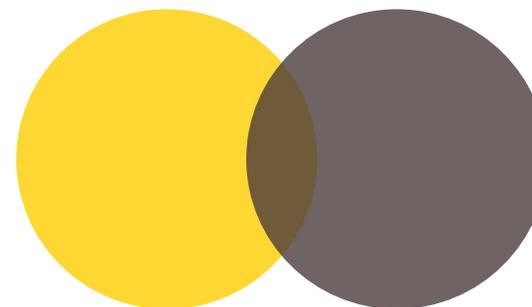
Réalisée du 15 janvier au 22 mars 2024. Nous avons interrogé 30 000 unités légales (en excluant les entreprises ayant moins de 10 salariés), ce sont donc les directeurs de site qui nous ont répondu



Une enquête auprès de 5 000 Français

Réalisée du 14 décembre 2023 au 13 février 2024. L'échantillon est représentatif selon le genre, l'âge, la CSP et la région. Il est complété par des sur-échantillons sur 49 zones d'emploi spécifiques sur les 306 au total en France métropolitaine (à proximité de sites SEVESO par exemple), représentant 4 400 répondants supplémentaires. Cette enquête a été réalisée par Potloc (institut de sondage).

- CSP : Catégorie socioprofessionnelle
- EPCI : Etablissement Public de Coopération Intercommunale
- ETI : Entreprises de Taille Intermédiaire
- GE : Grandes Entreprises
- Ha : Hectare
- IDE : Investissement direct à l'étranger
- PME : Petites et Moyennes Entreprises
- SATT : Sociétés d'Accélération du Transfert de Technologies
- SRDEII : Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation
- SUI : Startup Industrielle
- TI : Territoires d'Industrie
- VA : Valeur Ajoutée
- ZAN : Zéro artificialisation nette
- ZE : Zone d'emploi



L'HISTOIRE INDUSTRIELLE DE LA RÉGION NORMANDIE EN QUELQUES DATES CLÉS

1793

L'ancêtre de NAVAL GROUP fonde son premier arsenal à Cherbourg

Ce constructeur de navires s'implante au cœur du port militaire de Cherbourg pour produire au fil de l'histoire des voiliers militaires, des bateaux à hélices, et de sous-marins. Aujourd'hui, le site produit des sous-marins nucléaires et à propulsion diesel-électrique.

1873

La fromagerie industrielle de Gervais est inaugurée à Ferrières-en-Bray et deviendra un des sites les plus importants de Danone

C'est là qu'est produit le petit suisse emblématique de la marque. Aujourd'hui, le site emploie 300 personnes et produit les marques Skyr, HiPro, Jockey, Activia, Gervita, Danonino... le site a ouvert une nouvelle ligne de production en 2021 pour augmenter ses capacités de production.

1946

Les premiers systèmes aérospatiaux sont construits sur le site de Vernon, qui deviendra un site d'ArianeGroup

C'est sur ce site que sont développés les propulseurs à liquide. Quelques années plus tard l'activité est reprise par la Société européenne de propulsion, puis par la Division Moteurs Spatiaux de Safran. Aujourd'hui, le site fabrique des systèmes de propulsion et comprend un site d'essais de 116 Ha.

1958

Création de l'usine de Renault à Cléon

Renault produit durant ses débuts à Cléon les boîtes de vitesse pour la Dauphine. Aujourd'hui, le site produit en plus des moteurs et des pièces de fonderie pour les marques Renault, Dacia et Nissan. Il compte 3 219 employés et s'étend sur 150 Ha, dont 42 Ha de bâtiments couverts.

1973

Création du site de Sanofi à Val-de-Reuil

C'est sur ce site du géant pharmaceutique que sont notamment produits 60 % de ses vaccins contre la grippe. Il fabrique aussi d'autres types de vaccins, contre de nombreuses maladies. Il s'étend sur 30,5 Ha et emploie 2 200 personnes. C'est aussi leur site de distribution, qui expédie 600 millions de doses par an sur 150 pays.

2023

Hermès revitalise une friche industrielle en s'implantant à Louvriers

La maison de luxe inaugure en 2023 sa 21e maroquinerie dans l'Eure, sans subvention, et emploie 280 salariés. La friche sur laquelle elle s'est implantée était auparavant un site de production de DVD et de disques vinyles.



LA RÉINDUSTRIALISATION, VUE PAR BPIFRANCE EN NORMANDIE

Notre rôle en région est de déployer le continuum de solutions de Bpifrance sur le secteur de l'industrie, notamment, pour soutenir l'accroissement et la modernisation des capacités industrielles dans un modèle plus durable.

Le plan Industrie de Bpifrance est construit autour de 4 axes :

- Soutenir les grandes cathédrales industrielles, et faire émerger les champions internationaux de demain.
- Préparer l'industrie de demain en accompagnant le passage à l'échelle des startups industrielles, en rapprochant les laboratoires et les chercheurs des entrepreneurs, en finançant les programmes d'innovation mais également les sites industriels qui en découlent.
- Accompagner tous les industriels déjà existants dans leurs programmes de développement pour être plus verts, plus compétitifs et les pousser à être plus présents à l'international.
- Rendre plus visible l'industrie grâce à la mise en avant des industriels via la French Fab et le French Fab Tour.

Pour ce faire, nous proposons des modules de conseils et des diagnostics spécifiquement conçus pour le secteur industriel, permettant aux entreprises de bénéficier d'un accompagnement sur des thématiques telles que l'excellence opérationnelle, l'industrie 4.0, la digitalisation, la cybersécurité ou encore la décarbonation.

Nous finançons des programmes d'innovation, d'investissement ou de création de site industriel avec des outils de financement patients (bénéficiant de différé d'amortissement) qui viennent en levier des banquiers et des investisseurs. Nous nous inscrivons dans les plans de financement en tant que financeur aux côtés des banques du pool de l'entreprise et nous pouvons, pour les PME, garantir les prêts bancaires, permettant de limiter le risque final pour les banques.

Nous accompagnons les entreprises industrielles pour les aider à exporter en limitant les risques de change ou de prospection.

L'ensemble des dispositifs de Bpifrance s'inscrit dans une offre plus globale, dans un collectif en région pour proposer des solutions complémentaires aux différents acteurs institutionnels.



Emilie Dhellin
Directrice Régionale
Bpifrance Rouen



Florent Lepert
Directeur Régional
Bpifrance Caen

#1

L'industrie occupe une place cruciale dans l'économie de la région

Au sein de la région Normandie, l'industrie manufacturière représente 17,5 % de l'économie totale. A l'échelle de la France, la Normandie représente 7 % de la Valeur Ajoutée industrielle totale en 2021. L'agroalimentaire, la métallurgie et la plasturgie concentrent à eux trois la majorité des établissements industriels de la région. Depuis 2015, la région connaît un léger rebond sur les emplois industriels (+1,1 % jusqu'en 2022).

#2

Au sein de la région, chaque bassin d'emploi a des atouts pour accueillir la future vague de l'industrie

Au sein de la région, tandis que certains bassins d'emploi se démarquent par de larges disponibilités foncières (Le Havre, Cherbourg), d'autres brillent par un écosystème industriel bien implanté (La Vallée de la Bresle-Vimeu, Dieppe-Caux maritime), une réserve de talents industriels (Evreux, Vernon-Gisors), une qualité de vie attractive (Rouen, Caen) ou encore, un degré d'exposition moindre aux aléas climatiques (Vire Normandie, Granville).

#3

54 % des industriels interrogés dans la région ont un projet d'implantation en France dans les prochaines années

L'étude nationale « *Industrie et Territoires* » de Bpifrance Le Lab, publiée en mai 2024, estime que la réindustrialisation se fera principalement par le développement du tissu industriel existant. Dans ce cadre, les industriels de la région misent principalement sur des projets d'extension de leurs usines, et qui requièrent du petit foncier, soit moins de 2 Hectares (Ha) par projet.

#4

73 % des habitants de la région sont favorables à l'idée de travailler dans l'industrie

Selon les projections de l'étude nationale « *Industrie et Territoires* » de Bpifrance Le Lab, la réindustrialisation devrait créer entre 50 000 et 67 000 emplois par an dans l'industrie d'ici à 2035. Les talents sont ainsi une des conditions clés de la réussite. Allant dans ce sens, 73 % des habitants de la région déclarent être prêts à accepter un nouvel emploi dans l'industrie s'ils étaient en recherche.

L'INDUSTRIE EN RÉGION NORMANDIE EN BREF



7 %

DE LA VALEUR AJOUTÉE INDUSTRIELLE TOTALE DE LA FRANCE EN 2021



AGROALIMENTAIRE, MÉTALLURGIE, PLASTURGIE
TROIS SECTEURS QUI CONCENTRENT LA MAJORITÉ DES ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS DE LA RÉGION



+1 %

D'EMPLOIS INDUSTRIELS ENTRE 2015 ET 2022



24

OUVERTURES NETTES DE SITES INDUSTRIELS EN 2023



5 %

DES IDE ACCUEILLIS PAR LA FRANCE EN 2023



2 %

DES SIÈGES DE START-UP INDUSTRIELLES EN 2023

LES ATOUTS DE LA RÉGION :



Une faible exposition aux risques environnementaux



Une position géographique avantageuse pour les infrastructures



Un fort taux d'emploi industriel



Des entreprises historiques présentes depuis des générations

LES VISIONS DES INDUSTRIELS ET HABITANTS DE LA RÉGION :



Des industriels attachés à leur territoire, portés vers de petites implantations d'usines, et surtout concernés par les enjeux du recrutement et du foncier



Des habitants qui perçoivent la réindustrialisation en cours, enclins à accepter un emploi dans l'industrie, et plus enclins à accepter près de chez eux l'ouverture d'usines de la pharmacie/santé, textile/mode, agroalimentaire, et électrique/électronique

SOMMAIRE

- 1. QUEL PORTRAIT ÉCONOMIQUE DE L'INDUSTRIE DANS LA RÉGION ?**
- 2. QUEL EST LE POTENTIEL DE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL DANS LA RÉGION?**
- 3. COMMENT LES FRANÇAIS ET LES INDUSTRIELS VOIENT LA RÉINDUSTRIALISATION ?**
- 4. QUELLES STRATÉGIES POUR LES INDUSTRIELS DANS LA RÉGION?**
- 5. LA RÉINDUSTRIALISATION SOUS LES YEUX DE LA RÉGION**



LE PORTRAIT DE L'INDUSTRIE DANS LA RÉGION

QUE DISENT LES DONNÉES ÉCONOMIQUES SUR L'INDUSTRIE DANS LA RÉGION ?

POURQUOI ANALYSER LES DONNÉES ÉCONOMIQUES DE LA RÉGION ?

- Cette section offre une grille de lecture pour se saisir de l'ampleur et de la dynamique de l'industrie au niveau territorial. Cette analyse économique, à l'échelle de la région, autour d'indicateurs de valeur ajoutée, emplois, stocks et création d'établissements permet de déceler les spécificités industrielles régionales qui peuvent se dissimuler derrière les moyennes nationales.
- Au travers de ces indicateurs, nous apportons des éléments sur les questions suivantes : quelles sont les tendances au sein des régions ? Les régions suivent-elles les mêmes tendances que le niveau national ? Quel est le poids de l'industrie dans l'économie totale ? Quelles sont les spécialisations sectorielles des régions ?

L'INDUSTRIE DANS LA NORMANDIE, SELON LES DONNÉES ÉCONOMIQUES

- L'étude analyse des séries temporelles avec comme point de départ l'année 1995*, date souvent retenue comme marquant le début de la désindustrialisation en France. L'année 2015 quant à elle signale le regain d'intérêt national pour l'industrie et le début de la période de réindustrialisation.
- Depuis 1995 l'évolution des différents indicateurs économiques en Normandie reflète souvent une inflexion autour de l'année 2015.
 - Le poids en valeur ajoutée de l'industrie manufacturière dans l'économie de la Normandie est passé entre 1995 et 2010 de 23,6 à 18,5 % avant de se stabiliser. Il repart néanmoins à la baisse entre 2016 et 2020.
 - Après des années de baisse, le nombre d'emplois industriels s'est stabilisé à partir de 2015 puis a connu un léger rebond pour atteindre 180 000 emplois en 2022.
- Le poids des créations d'établissements industriels dans l'économie totale (8 %) reflète la place relativement moindre que l'industrie manufacturière occupe au sein de l'économie régionale.
- En Normandie, l'étude des établissements permet de dégager la spécialisation sectorielle régionale. Les établissements industriels avec plus de 10 salariés sont principalement concentrés dans trois secteurs : l'agroalimentaire, la métallurgie et la plasturgie.

**Lorsque la donnée est disponible sur cette période, pour les créations d'établissements un changement de base de l'INSEE ne permet pas la comparaison des données pré-2013 avec les données post-2013)*

PÉRIMÈTRE : LORSQU'ON PARLE D'INDUSTRIE, À QUOI SE RÉFÈRE-T-ON ?

Dans les modélisations économiques qui suivent, il est question de **l'industrie manufacturière**.

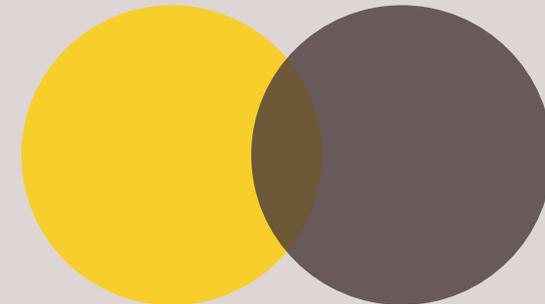
Il s'agit de toutes les activités liées à la transformation de matières premières en biens de consommation, incluant la conception et la production de ces biens. Il s'agit du périmètre économique retenu par RTE (Réseau de Transport d'Electricité) dans ses scénarios prospectifs* et par le Gouvernement dans ses objectifs de réindustrialisation.

Cela exclut :

- **Les industries extractives** : peu dimensionnantes (0,9 % de la valeur ajoutée totale de l'industrie en 2022), et bien que stratégiques pour ce qui est des matériaux critiques, elles ne peuvent être au cœur de la réindustrialisation, du fait des contraintes de ressources minières en France. Le sujet est plutôt, lorsque les minerais sont absents du territoire national ou inexploitable, d'en sécuriser l'approvisionnement par des importations.
- **Les industries énergétiques** : les besoins en énergie sont principalement déterminés par l'industrie manufacturière et résultent des hypothèses économiques de réindustrialisation. Ils font l'objet de travaux ad hoc de RTE, pour une sécurisation de l'approvisionnement énergétique (volume à produire au maximum en France ou à importer). A titre indicatif, les industries énergétiques représentent près de 13 % de la valeur ajoutée de l'industrie en 2022)
- **La gestion de l'eau et le traitement des déchets**

Pour une liste exhaustive des secteurs concernés, se référer aux catégories [Insee](#) de l'industrie manufacturière.

* RTE, [Futurs Énergétiques 2050](#), 2021



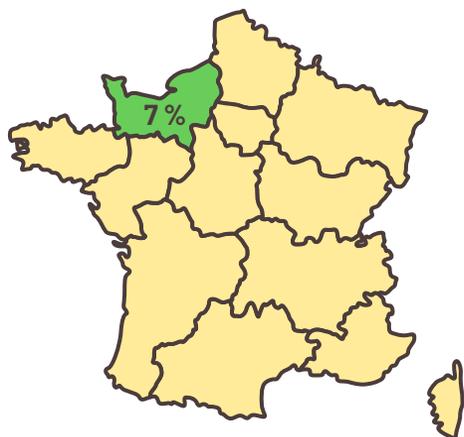
PORTRAIT ÉCONOMIQUE DE L'INDUSTRIE DANS LA RÉGION NORMANDIE

UNE APPROCHE PAR LA VALEUR AJOUTÉE DANS L'INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE

LA RÉGION NORMANDIE CONTRIBUE À HAUTEUR DE 7 % À LA VALEUR AJOUTÉE INDUSTRIELLE* DE LA FRANCE

- La Normandie représente 7 % de la valeur ajoutée industrielle totale de la France en 2021.
- La région Normandie, malgré son poids relativement moins important dans le tissu industriel français, peut trouver un rôle à jouer vis-à-vis de l'ambition nationale de réindustrialisation. L'objectif de réindustrialisation à horizon 2035 décrit par l'étude nationale suppose une augmentation de la valeur ajoutée de l'industrie de 5,3 % par an à prix courant à l'échelle du pays.

Graphique 1. Valeur ajoutée : Poids de la région dans l'industrie manufacturière française (en %) en 2021

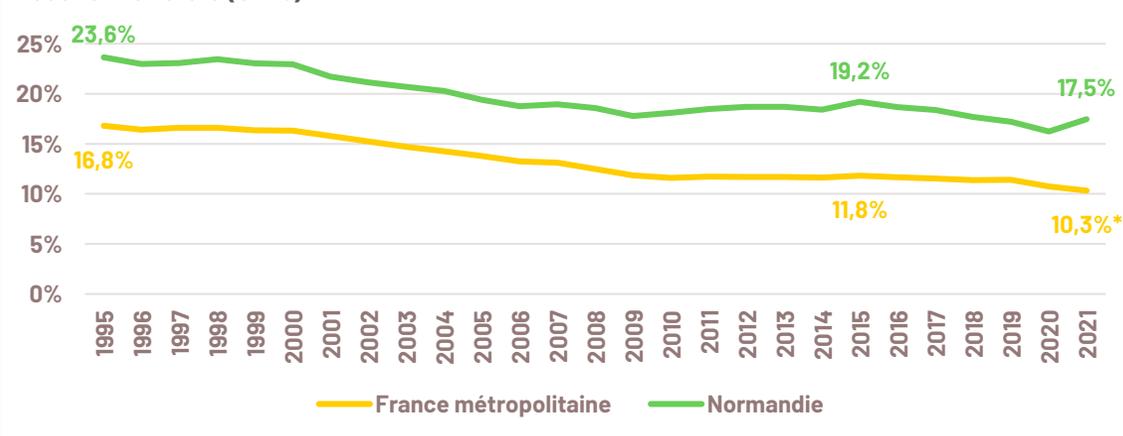


Source : Retraitement Bpifrance Le Lab à partir de données Insee
*Industrie manufacturière

MALGRÉ UNE BAISSÉ SIMILAIRE À CELLE OBSERVÉE À TRAVERS LE PAYS, L'INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE RESTE ESSENTIELLE POUR LA RÉGION NORMANDIE

- Le poids de l'industrie manufacturière dans l'économie de la région Normandie a significativement baissé, comme au niveau national, entre 1995 et 2010. Cette baisse s'est ralenti depuis 2010 et l'indicateur s'est stabilisé à partir de 2015.
- Malgré cette baisse, l'industrie manufacturière continue de peser un poids important dans l'économie régionale.
- L'augmentation de la part des services dans l'économie, aussi bien régionale que nationale, a également contribué à cet allègement du poids de l'industrie.

Graphique 2. Valeur ajoutée : Evolution du poids de l'industrie manufacturière dans l'économie totale (en %)



*L'étude nationale Bpifrance - Le Lab fait état d'une part de l'industrie manufacturière dans le PIB de 9,7 % en 2023. Pour une granularité régionale et sectorielle pertinente, nous avons pu accéder aux données de VA jusqu'à 2021. Pour rappel, le PIB est la somme des VA, augmentée des impôts sur les produits (dont TVA) et diminuée des subventions sur les produits.

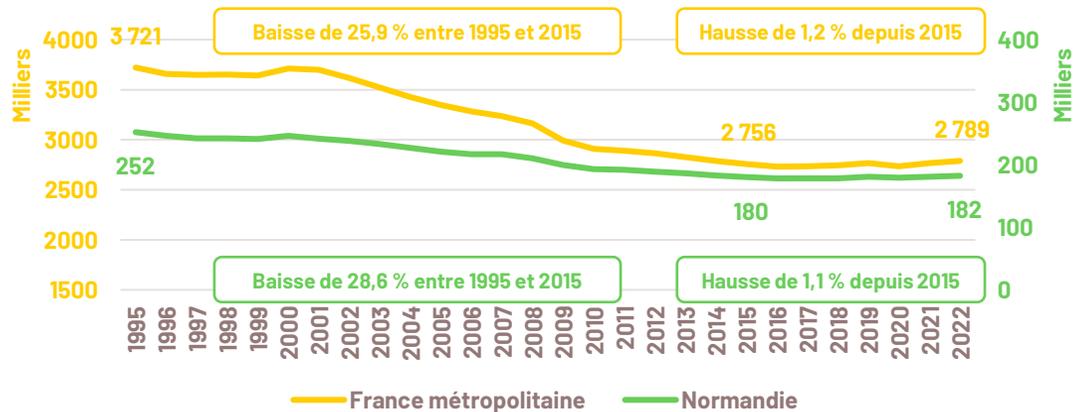
PORTRAIT ÉCONOMIQUE DE L'INDUSTRIE DANS LA RÉGION NORMANDIE

UNE APPROCHE PAR L'ÉVOLUTION DES EMPLOIS INDUSTRIELS MANUFACTURIERS

EN ABSOLU, LE REBOND RÉCENT ET LÉGER DE L'EMPLOI INDUSTRIEL AU NIVEAU NATIONAL EST ÉGALEMENT PERCEPTIBLE AU NIVEAU RÉGIONAL

- L'étude nationale a établi que pour accomplir l'objectif de réindustrialisation, il faudrait créer entre 50 000 et 67 000 emplois industriels supplémentaires par an entre 2023 et 2035.
- Cependant, ces créations d'emplois varieront selon les secteurs, du fait de différences structurelles en gains de productivité. Les spécialisations sectorielles de chaque région joueront dès lors un rôle important dans les magnitudes de créations d'emplois industriels lié à la réindustrialisation.
- L'emploi dans l'industrie manufacturière en région Normandie a connu un déclin plus prononcé que celui ressenti au niveau national avant de se stabiliser autour de 2015, mais, depuis 2015-2016, on observe aussi en Normandie le léger rebond perceptible au niveau national.

Graphique 3. Emplois : Evolution du nombre d'emplois industriels*

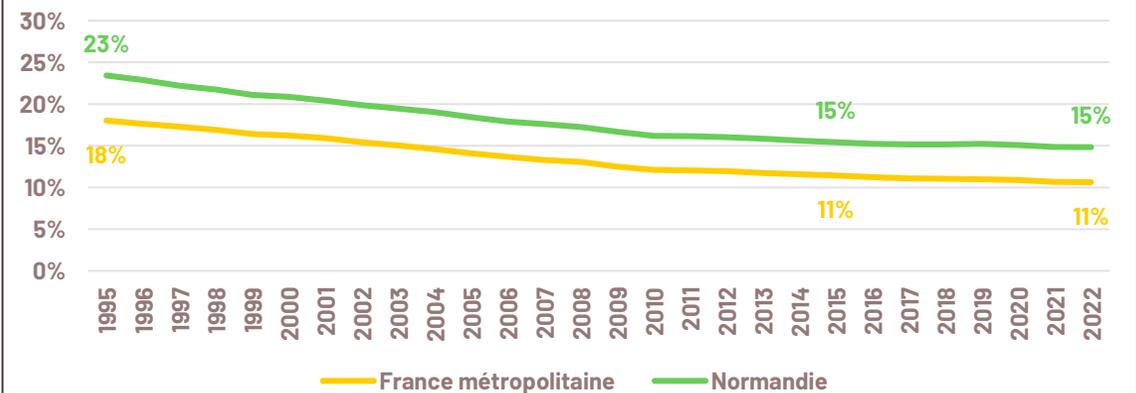


Source : Retraitement Bpifrance Le Lab à partir de données Insee, emploi salarié
*Industrie manufacturière

EN RELATIF, L'EMPLOI INDUSTRIEL A VU SA PART BAISSER TANT AU NIVEAU NATIONAL QU'AU NIVEAU RÉGIONAL

- La part des emplois industriels dans l'emploi total est en baisse depuis 1995. Mais on observe également sur cet indicateur une stabilisation autour des années 2015-2016.
- L'ampleur de la baisse observée depuis 1995 peut être nuancée en considérant le phénomène de réorganisation interne des entreprises et d'externalisation d'une partie des fonctions (comptabilité, informatique, logistique, etc.) vers des prestataires de services qui a conduit à un transfert d'emplois de l'industrie vers le tertiaire.
- Si la part de l'emploi industriel dans l'emploi total a baissé par le passé autant au niveau national qu'au niveau de la région Normandie, celui-ci représente toujours une part non négligeable de l'économie locale (15 % de l'emploi total en 2022), plus importante que la part de l'emploi industriel dans l'emploi total au niveau national.

Graphique 4. Emplois : Evolution du poids des emplois industriels* dans l'emploi total



Source : Retraitement Bpifrance Le Lab à partir de données Insee, emploi salarié
*Industrie manufacturière

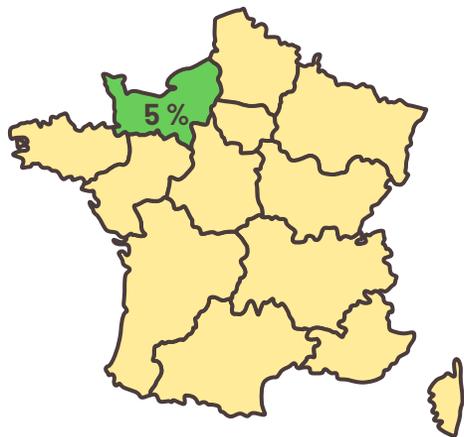
PORTRAIT ÉCONOMIQUE DE L'INDUSTRIE DANS LA RÉGION NORMANDIE

UNE APPROCHE PAR LE STOCK D'ÉTABLISSEMENTS DE L'INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE

L'AGROALIMENTAIRE, LA MÉTALLURGIE ET LA PLASTURGIE REPRÉSENTENT PLUS DE LA MOITIÉ DES ÉTABLISSEMENTS DE L'INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE EN NORMANDIE

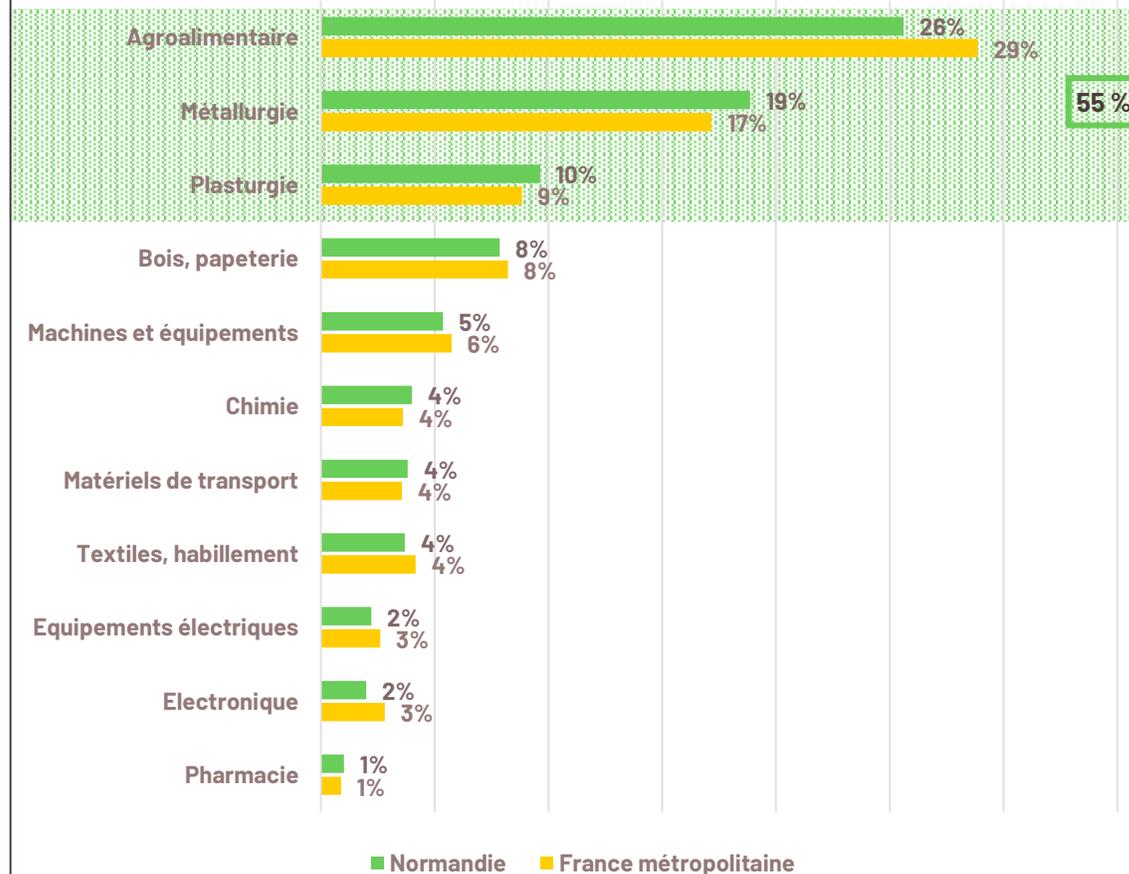
- Dans la région, **les secteurs de l'agroalimentaire (26 %), de la métallurgie (19 %) et de la plasturgie (10 %)** représentent plus de la moitié des secteurs où l'on retrouve les établissements industriels de +10 salariés.
- Le secteur agroalimentaire en région Normandie repose sur la transformation des productions agricoles (lait, viande, etc.), très présente à l'ouest, et de produits d'importation (café, cacao), plutôt à l'est. Le secteur s'incarne par exemple dans la région à travers les sites industriels de SAIPOL (production d'huiles), Charal (viande).
- Le secteur métallurgique en Normandie est caractérisé par des établissements de petite taille. Il bénéficie notamment de fortes complémentarités avec le reste du tissu industriel (pétrochimie, défense, nucléaire, etc.). Des sites comme ceux de Manoir Industries (alliages), d'Ugitech (acier) et de Walor Extrusion (menuiserie métallique) en sont l'incarnation.

Graphique 5 – Nombre d'établissements : Poids de la région dans l'industrie manufacturière française (en %) en 2021



*Le champ d'analyse se base sur les 13 régions de France métropolitaine, hors DROM

Graphique 6. Répartition sectorielle des établissements* de l'industrie manufacturière en 2021 (en %)



Source : Retraitement Bpifrance Le Lab à partir de données Insee, base Flores
*à partir de 10 salariés

** Autres industries comprend « Cokéfaction et raffinage » et « Autres industries manufacturières ; réparation et installation de machines et d'équipements »

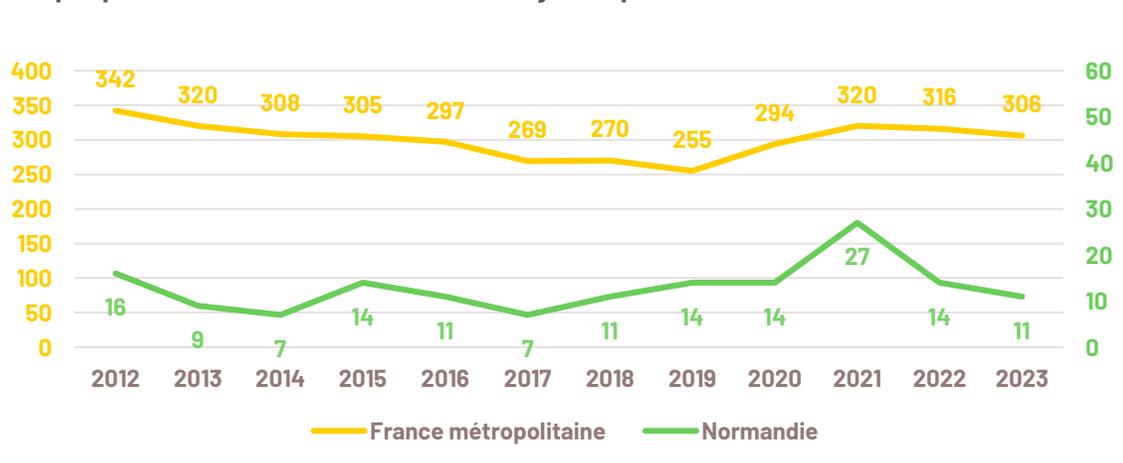
PORTRAIT ÉCONOMIQUE DE L'INDUSTRIE DANS LA RÉGION NORMANDIE

UNE APPROCHE PAR L'ÉVOLUTION DES CRÉATIONS D'ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS

UNE HAUSSE DES CRÉATIONS D'ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS*

- Pour cet indicateur, nous nous penchons sur les créations d'établissements dans l'industrie manufacturière avec plus de 10 salariés. Avec ce seuil, nous cherchons à centrer notre recensement sur les usines et centres de R&D d'entreprises industrielles, ce qui passe par l'exclusion des activités artisanales (par exemple, les boulangeries) qui ne s'inscrivent pas dans le périmètre de la réindustrialisation.
- La période d'inflexion observée en 2019 au niveau national coïncide avec l'impulsion donnée par les programmes de l'Etat et un écho médiatique autour de la réindustrialisation.
- En Normandie, on observe une attractivité relativement stable pour l'accueil des nouveaux établissements industriels de plus de 10 salariés. L'année 2021, particulièrement prolifique, fait figure d'exception.

Graphique 7. Nouveaux établissements : Dynamique des créations dans l'industrie*



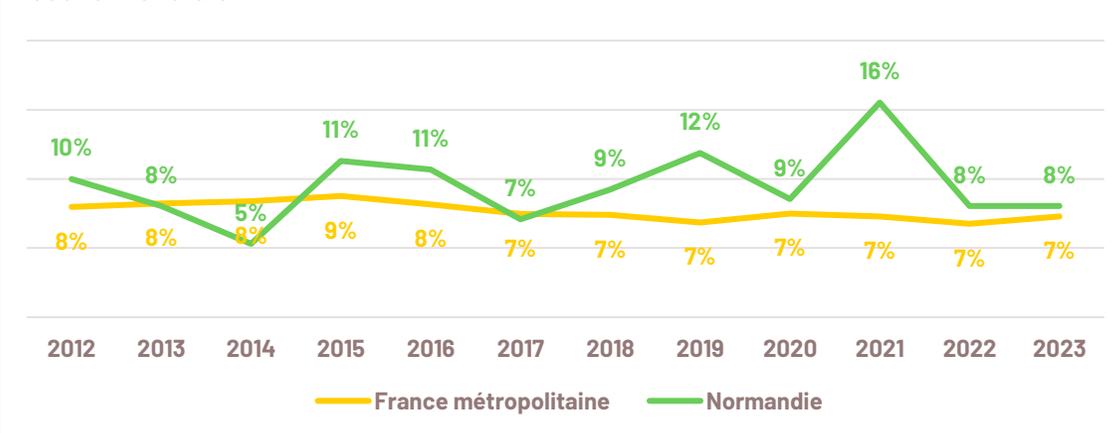
Source : Retraitement Bpifrance Le Lab à partir de données Insee, base SIDE (la base SIDE ne contient pas de données antérieures à 2013 et la base précédemment en vigueur, REE, n'est pas comparable)

*Ici, le champ d'analyse est l'industrie manufacturière, et inclut les établissements de plus de 10 salariés

DANS LA RÉGION, UNE PART RELATIVEMENT STABLE DES CRÉATIONS D'ÉTABLISSEMENTS SE FONT DANS L'INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE

- Comme perçu à travers les autres indicateurs, l'industrie occupe une place relativement moindre dans l'économie de la région, mais légèrement plus élevée qu'au niveau national.
- Même si une tendance est difficile à dessiner à partir de ces données de créations d'établissements (le nombre d'établissements de plus de 10 salariés créés par an au niveau régional étant relativement bas, la série reflète une certaine volatilité), on observe qu'une part relativement stable (autour de 8 à 9 %) des créations d'établissements se fait dans l'industrie manufacturière.
- L'année 2021 se détache ici aussi, indiquant que cette surperformance est bien spécifique à l'industrie manufacturière et non le résultat d'une embellie touchant tous les secteurs.

Graphique 8. Nouveaux établissements : Evolution du poids de l'industrie* dans l'économie totale



Source : Retraitement Bpifrance Le Lab à partir de données Insee, base SIDE

*Ici, le champ d'analyse est l'industrie manufacturière, et inclut les établissements de plus de 10 salariés

PORTRAIT ÉCONOMIQUE DE L'INDUSTRIE DANS LA RÉGION NORMANDIE

OUVERTURES DE SITES, IDE, PRÉSENCE DE START-UP INDUSTRIELLES, ETI : UNE RÉGION DYNAMIQUE

24 ouvertures nettes de sites industriels en 2023

(Baromètre industriel de l'Etat, DGE)

Ouvertures:

- **Hermès** dans la maroquinerie à Louviers
- **Declerck** dans les vêtements en lin à Saint-Manvieu-Norrey
- **OGreen Lab** dans la production de cannabidiol (CBD) à Amayé-sur-Seulles

Fermetures:

- **Tecumseh** dans les moteurs électriques pour compresseurs frigorifiques à Barentin
- **Knauf** dans les barquettes alimentaires à Duclair
- **Akwel** dans l'automobile à Gournay-en-Bray

Avec 56 IDE, la Normandie capte 5 % des IDE accueillis par la France en 2023

A l'échelle de la France, ce sont 44 % des IDE annoncés qui concernent implantations ou extensions d'usines.
(Baromètre EY de l'Attractivité de la France)

EASTMAN Eastman dans le recyclage du plastique à Port-Jérôme-sur-Seine



Murata dans les condensateurs en silicium à Caen

50 sièges de start-up industrielles en 2023, soit 2 % des sièges des 2523 start-up industrielles françaises.

(Observatoire des startups industrielles, Bpifrance)

 **Morphosis** dans le recyclage des métaux à Tourville-les-Ifs

 **EcoTechnilin** dans les matières techniques à Valliquerville

 **Green Big (B:bot)** dans le recyclage à Rouen

 **Lucibel** dans la fabrication de luminaires à Barentin

 **SKYTECH** dans la production de plastiques décarbonés à Le Val d'Hazey

Parmi les établissements de l'industrie manufacturière dans la région, 7 % ont plus de 200 salariés

(Retraitement Bpifrance Le Lab à partir de données Insee, base Flores)



Piercan dans la fabrication de gants de protection à Port-en-Bessin



Nestlé dans l'agroalimentaire à Dieppe



Arkema dans la chimie à Serquigny

*Ici, le champ d'analyse comprend uniquement les établissements de plus de 10 salariés

2

CARTOGRAPHIE DU POTENTIEL DE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL DE LA RÉGION

UN NOUVEAU PAYSAGE INDUSTRIEL SE DESSINE DANS LES RÉGIONS FRANÇAISES DE DEMAIN

L'industrie a profondément marqué le territoire français et ses paysages. Seulement, **l'industrie ne pourra plus choisir son territoire comme auparavant. La sobriété foncière qu'impose l'objectif Zéro Artificialisation Nette (ZAN), l'impératif d'une gestion plus sobre de l'eau, la pénurie des compétences bouleversent le rapport de l'industrie aux territoires.** A l'aune de ces nouveaux critères, chaque région présente son lot d'atouts et de limites.

De là notre effort pour comprendre le paysage industriel régional, en partant des besoins des industriels et des dispositions des territoires. Entre la cathédrale industrielle et son prérequis foncier, la PME arrimée à son territoire et attachée à une main-d'œuvre locale qu'elle a formée depuis plusieurs décennies, et la startup industrielle qui naît sur un territoire mais passera potentiellement à l'échelle sur un autre, les besoins de chacun sont éminemment hétérogènes.

Les dispositions du territoire sont, elles, analysées à travers **une cartographie du potentiel de développement industriel des régions** se basant sur:

- 33 critères alimentés par des bases de données publiques disponibles et comparables au niveau national (cf slide suivante) ;
- Répartis en 5 familles ou « capitaux » : le capital physique (foncier et infrastructures logistiques), le capital écosystémique (culture et poids historique de l'industrie), le capital humain (élèves en formation industrielle), le capital qualité de vie (mobilité, soins, services, solde migratoire), et le capital environnemental (risques de sécheresse et d'inondation).

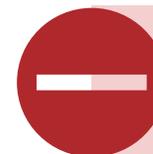
Notre analyse du potentiel industriel régional se caractérise par trois approches :

- Les critères de notre cartographie sur lesquels la région se démarque ;
- Le niveau d'hétérogénéité des zones d'emploi qui composent la région ;
- Les zones d'emploi qui tirent particulièrement la région vers le haut et qui présentent le plus fort potentiel.



CE QU'EST CE TRAVAIL

Une grille de lecture pour apprécier, en première analyse, le potentiel de développement industriel des territoires, sur la base de **critères transverses à l'ensemble de l'industrie** (pas de critère sectoriel)



CE QU'IL N'EST PAS

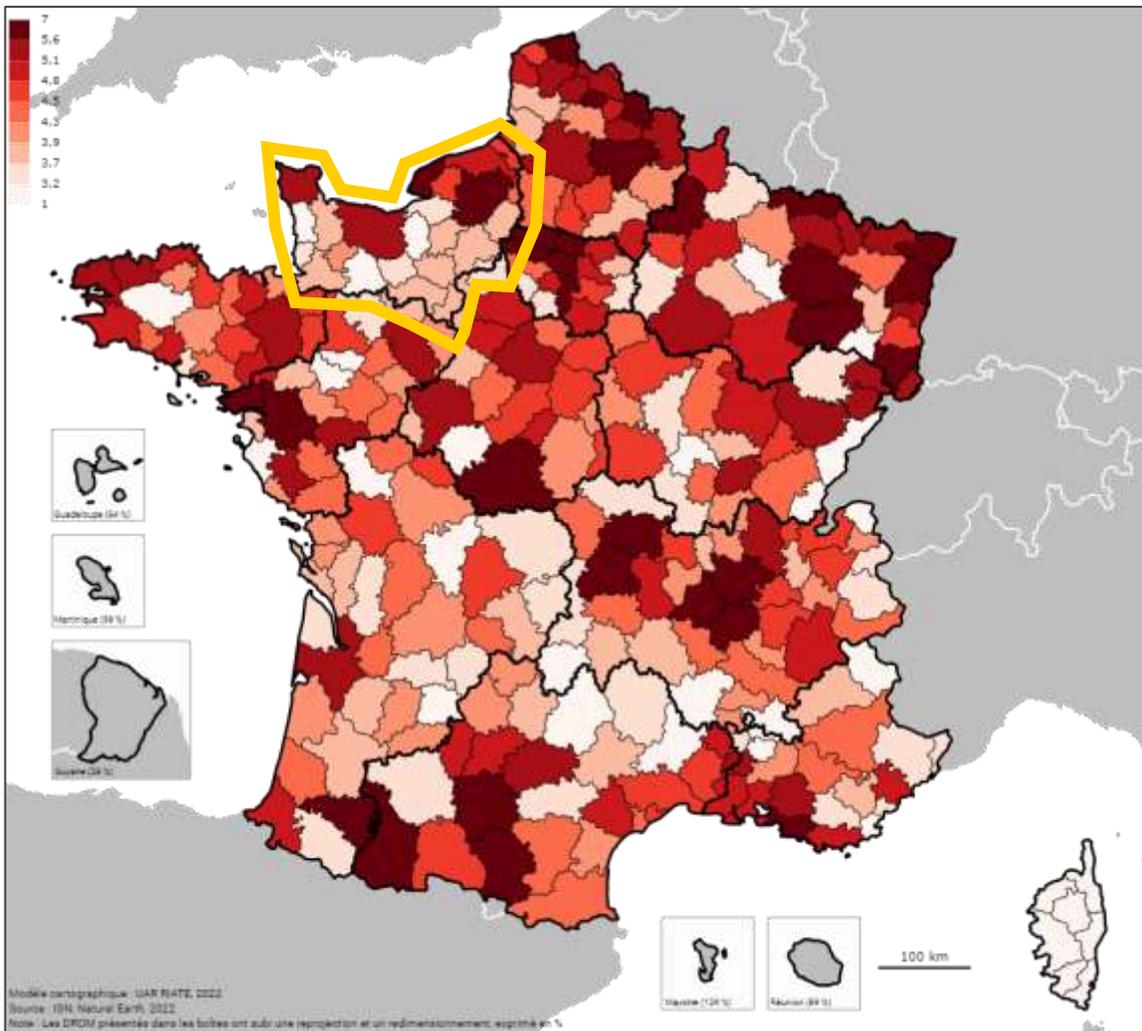
- Il ne permet pas à un industriel de déterminer son territoire d'implantation. **Charge à chaque entreprise d'approfondir la cartographie Bpifrance Le Lab avec une analyse de son marché et de son secteur.**
- Il ne traite pas de la politique industrielle ou économique portée par l'Etat. **Il n'y est question ni de coût du travail, ni de coût de l'énergie, ni de fiscalité économique nationale**, mais uniquement de critères locaux d'attractivité industrielle.
- **Il ne traduit pas la stratégie des territoires.**
- **Il n'est pas une analyse des DROM, par manque de données disponibles.**

LES 33 CRITÈRES D'APPRÉCIATION DU POTENTIEL DE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL DES TERRITOIRES

Famille et pondération		Dimension et sous-pondération		Indicateur	Source
Capital physique	41%	Foncier	53%	Surface de sites clés en main (Ha)	ANCT, DGE
				Surface de foncier économique (Ha)	Banque des Territoires, France Foncier +
				Surface de friches industrielles disponibles (Ha)	Cartofriches (Cerema)
				Surface accordée à des activités industrielles (m ²)	Sitadel2 (Min. transition écologique)
		Infrastructures logistiques	47%	Proximité d'une autoroute	Association des Sociétés Française des Autoroutes
				Nombre de gares de fret	SNCF
				Tonnage brut du port maritime rattaché à la zone d'emploi	Ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires
				Tonnage brut des aéroports rattachés à la zone d'emploi	UAF (union des aéroports français)
Capital écosystémique	29%	Ecosystème industriel	54%	Evolution des créations d'emplois industriels 2017-2019 (Nombre)	Insee, Flores
				Nombre d'emplois salariés dans le secteur de l'industrie manufacturière	Insee, Flores
				Part d'emplois dans le secteur de l'industrie (%)	Insee, RP 2020
				Taux de création d'entreprises dans le secteur de l'industrie (%)	Insee, REE 2021
				Nombre de pôles d'excellence (IRT, pôles de compétitivité, PUI)	DGE, Ministère de l'ens. supérieur et de la recherche
				Nombre de sites industriels issus du top 100 des usines françaises selon leurs effectifs	L'Usine Nouvelle
		Gouvernance	31%	Part de la zone d'emploi couverte par la présence d'un chef de projet du dispositif Territoire d'Industrie Temps 1 (2018-2023) (%)	ANCT
				Part de la zone d'emploi couverte par la présence d'un chef de projet du dispositif Territoire d'Industrie Temps 2 (2023-2027) (%)	ANCT
		Culture / Histoire	16%	Nombre de sites industriels présentant des risques d'accidents majeurs (Seveso)	Géorisques
				Nombre d'entreprises du patrimoine vivant (EPV)	Institut National des Métiers d'Art
Age moyen des entreprises industrielles (années)	SIRENE				
Capital humain	20%	Compétences	80%	Nombre de diplômés dans l'industrie hors cursus ingénieur	Ministère de l'éducation nationale et de la jeunesse
			15%	Taux de chômage (%)	Insee
			5%	Présence d'au moins une école de production	Fédération Nationale des Écoles de Production
Capital qualité de vie	7%	Mobilité	25%	Moyenne du nombre de liaisons ferroviaires de voyageurs pondérées par la population	Autorité de régulation des transports
				Temps de trajet moyen entre le domicile et le travail (minutes)	Insee, RP 2020, Metric 2021
				Présence d'un métro, tram ou RER	Wikipedia
		Solde migratoire	25%	Evolution de la population due au solde migratoire 2014-2020 (Nombre)	Observatoire des territoires
		Accès aux soins	25%	Nombre de consultations médicales accessibles par habitant par an (indicateur APL)	DREES
Centralité des servcs. et équipt.	25%	Indicateur de centralité des services et équipements	Observatoire des territoires		
Capital environnemental	3%	Sécheresses	40%	Indicateur de résilience aux sécheresses à horizon 2035	Bpifrance, Direction des Risques à partir de données GIEC, Météo France, BRGM, CCR, Géorisques
		Inondations	40%	Indicateur de résilience aux inondations à horizon 2035	
		Autres catastrophes naturelles	20%	Indicateur de résilience aux retraits/gonflements des argiles à horizon 2035	
				Indicateur de résilience aux incendies à horizon 2035	
				Indicateur de résilience aux vagues de chaleur à horizon 2035	

CARTOGRAPHIE DU POTENTIEL DES TERRITOIRES INDUSTRIELS

Cartographie du potentiel de développement industriel des territoires



Capital	Carte (zones d'emploi)	Pondér.*
Physique		41 %
Ecosys.		29 %
Humain		20 %
Qualité de vie		7 %
Env.tal		3 %

Quels critères sont priorités par les industriels pour s'implanter ?

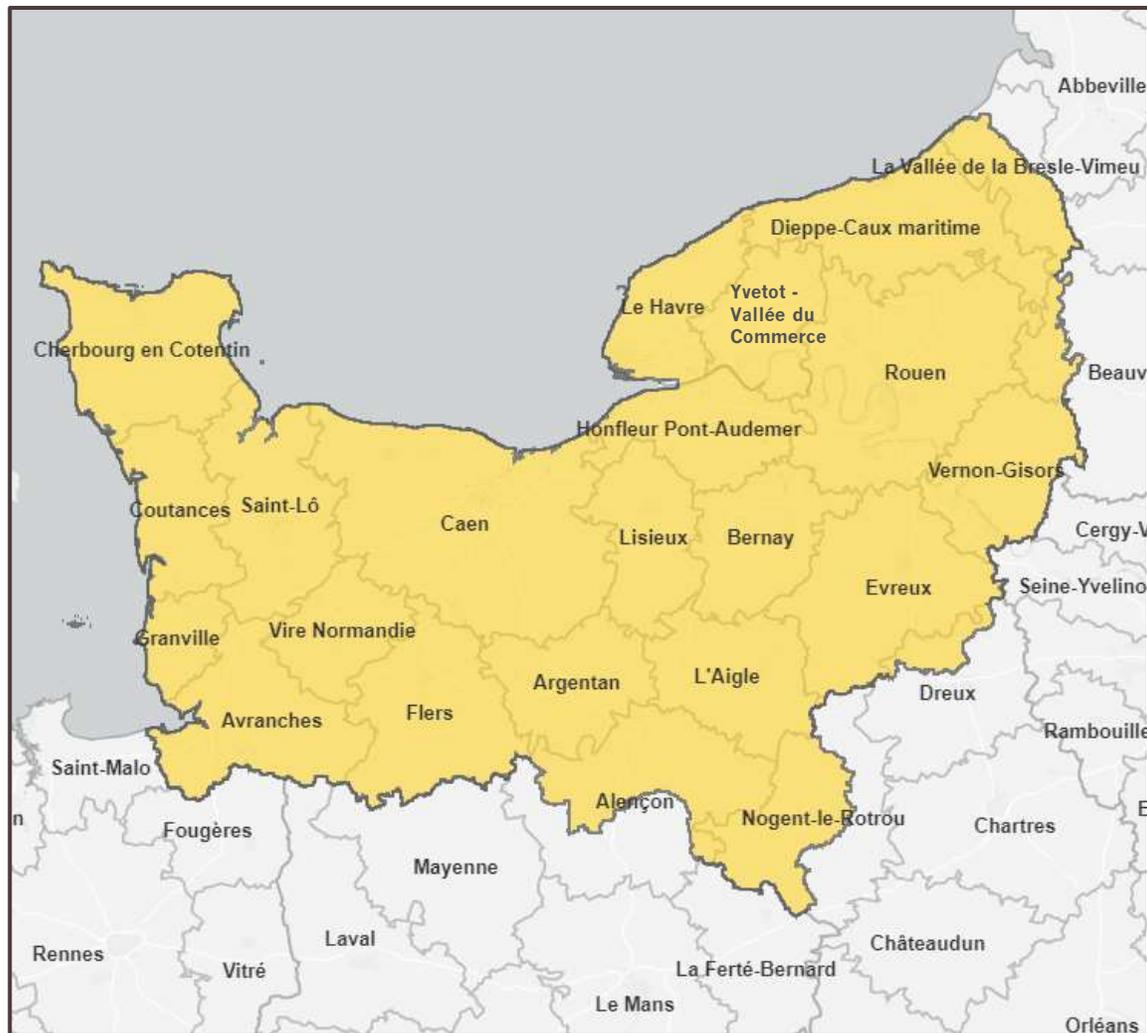
La pondération entre les différents capitaux a été établie par Bpifrance Le Lab à partir des priorités exprimées par les dirigeants industriels considérant une prochaine implantation dans une enquête nationale représentative.

Au niveau national, les industriels considèrent d'abord le foncier (55 %), les talents (50 %) et la présence d'infrastructures (49 %). Viennent ensuite la proximité à son marché (35 %), la qualité du dialogue avec les élus locaux (22 %), le cadre de vie local (17 %), la culture et l'histoire industrielle (11 %), la ressource en eau et/ou l'exposition aux risques naturels (7 %), et enfin, les centres de recherche (3 %).

Ces neuf critères sont ici regroupés en cinq grandes familles, et font ressortir en priorité le capital physique, qui regroupe notamment le foncier et les infrastructures, deux des trois critères en tête de liste des priorités des industriels.

*Pondération adaptée des industriels : Source : Enquête Bpifrance Le Lab auprès de 2828 dirigeants d'entreprises industrielles, pondération effectuée à partir d'un reclassement des réponses à la question « Quels critères regarderez-vous en priorité pour votre prochaine implantation industrielle ? »

LES ZONES D'EMPLOI DE LA RÉGION NORMANDIE



Source : Fonds de carte INSEE, superposées avec ArcGIS

L'ANALYSE PAR ZONES D'EMPLOI

Dans cette déclinaison régionale de l'étude Industrie & Territoire de Bpifrance Le Lab, nous sommes en mesure de **rentrer en détail dans le potentiel de développement industriel de chaque région**, avec une granularité au niveau de la zone d'emploi.

Pour rappel, une zone d'emploi est un **espace géographique à l'intérieur duquel la plupart des actifs résident et travaillent**, et dans lequel les entreprises peuvent trouver l'essentiel de la main d'œuvre nécessaire pour occuper les emplois offerts.

Le découpage en zones d'emploi n'est pas un découpage administratif, mais un découpage réalisé par l'INSEE à des fins d'analyses statistiques. Le zonage constitue une partition du territoire adaptée aux études sur le marché du travail et définit également des territoires pertinents pour les diagnostics locaux. La France compte 306 zones d'emplois, dont 287 hors DOM.

La région Normandie compte 21 zones d'emploi. Cette carte identifie par son nom chaque zone d'emploi dont le territoire est totalement, ou partiellement inclus dans la région Normandie. Cette identification est particulièrement utile pour la lecture des différentes cartes présentées dans les slides suivantes.

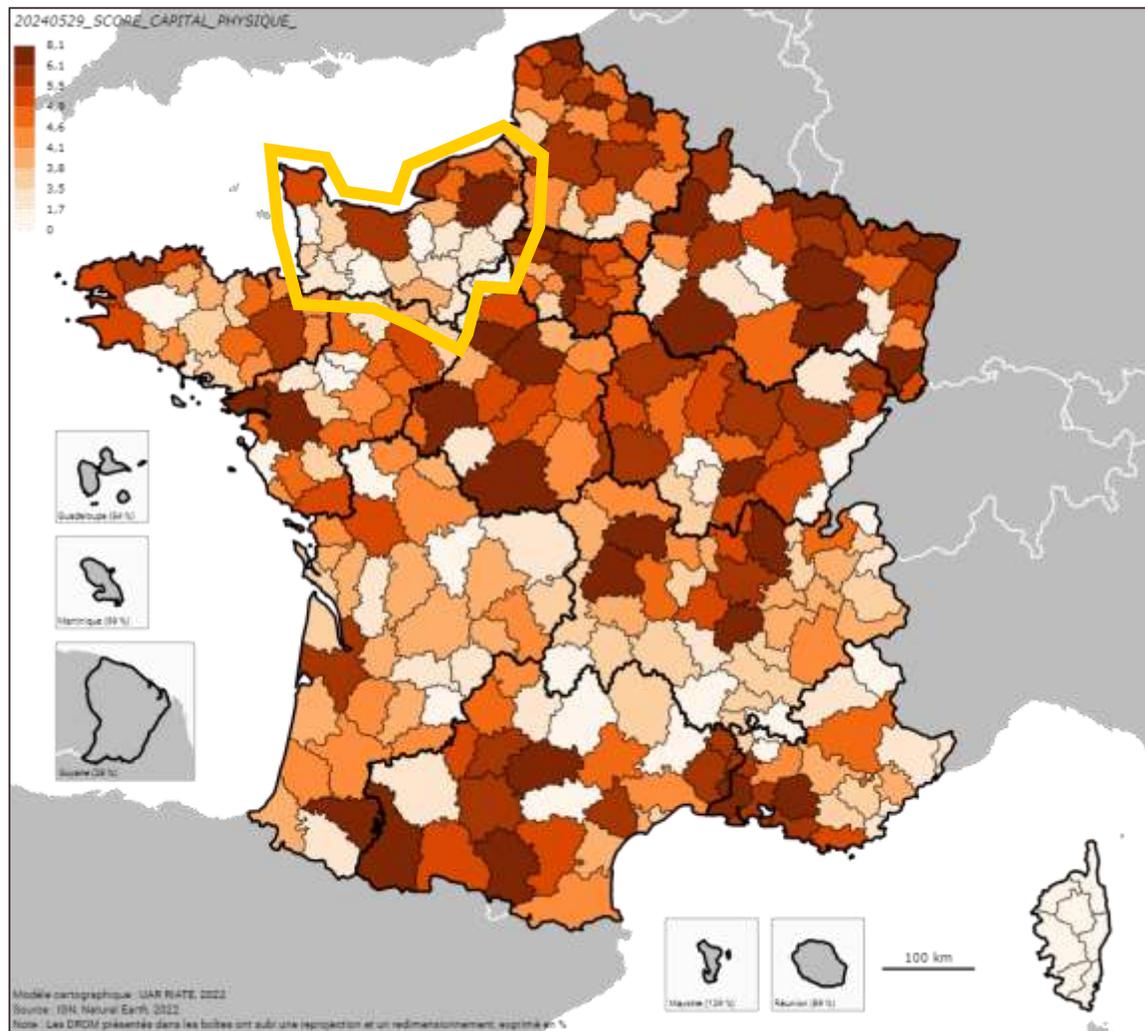
TRAITEMENT DES ZONES D'EMPLOI TRANSRÉGIONALES

Certaines zones d'emploi s'étendent sur plus d'une région. Au niveau national, on compte 14 de ces zones d'emploi, dénommées « **transrégionales** », que nous avons affectées à une région chacune, selon les règles suivantes :

- Région dans laquelle se situe la ville éponyme de la zone d'emploi
- Lorsque la zone d'emploi ne prend pas le nom d'une ville, région qui prend la plus grande superficie de la zone d'emploi

Ainsi, pour cette étude, les zones d'emploi d'Alençon et de La Vallée de la Bresle-Vimeu ont été rattachées à la Normandie (alors que la zone d'emploi de Beauvais a été rattachée aux Hauts-de-France, Dreux et Nogent-le-Rotrou au Centre-Val de Loire).

LE CAPITAL PHYSIQUE



COMMENT LIRE CETTE CARTE ?

Qu'entend-on ici par capital « physique » de l'industrie ? La présence de disponibilités foncières et d'infrastructures logistiques, qui figurent parmi les premiers critères en tête pour une implantation industrielle.

Cette carte affiche les surfaces de sites clé en main, de foncier économique, de friches industrielles disponibles et accordées à des activités industrielles, la proximité d'une autoroute, le nombre de gares de fret, le tonnage des ports maritimes et des aéroports. Elle ne prend pas en compte la structuration locale des observatoires fonciers, les terrains déjà alloués, ou sous promesse de vente, ou le raccordement électrique**.

UNE RÉGION INÉGALEMENT POURVUE EN FONCIER ET INFRASTRUCTURES

La région dispose de 203 Ha de sites clés en main (contre 171 en moyenne par région) et de 57 Ha de foncier économique (contre 236 en moyenne par région).

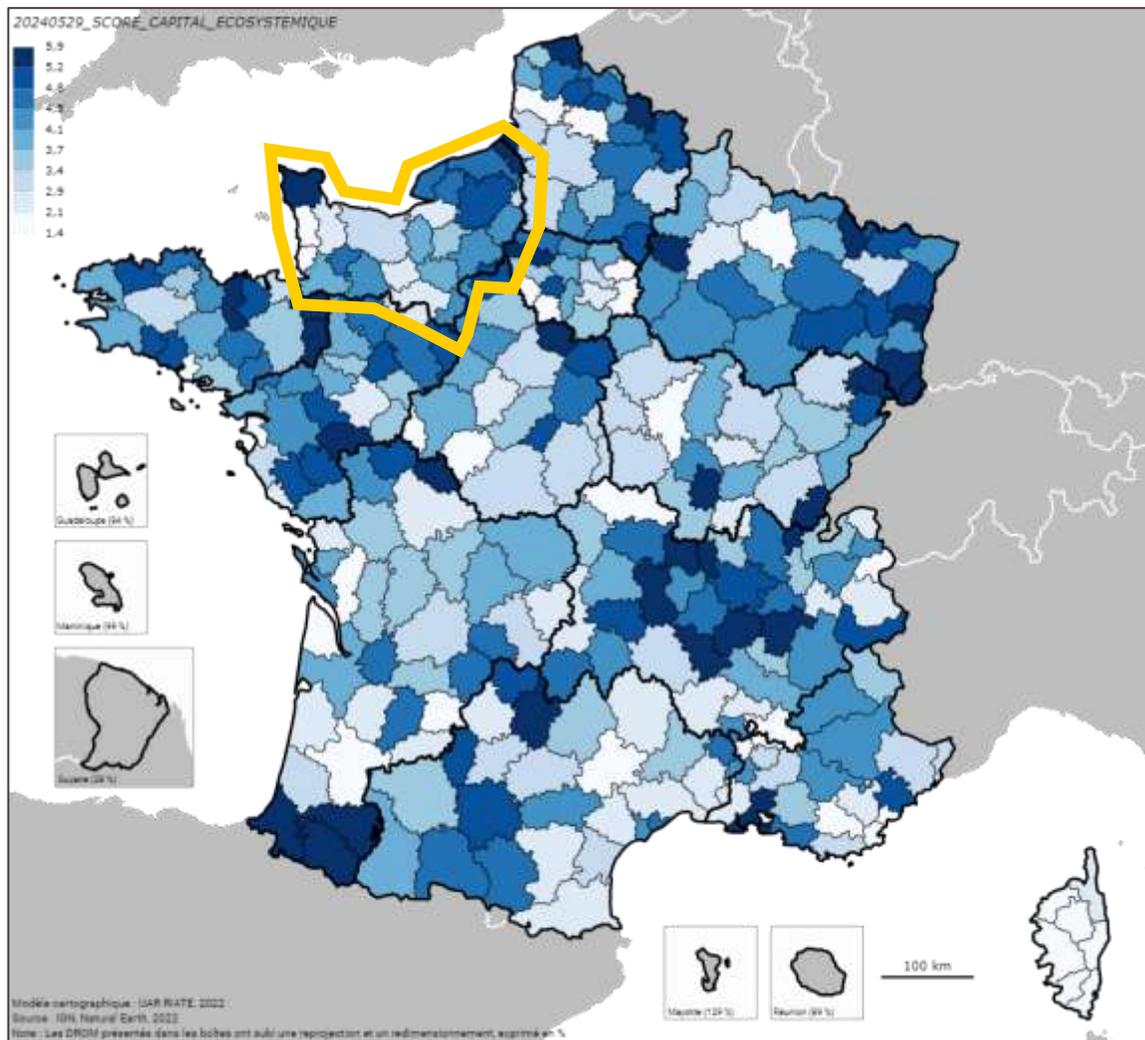
La Normandie est traversée par des axes autoroutiers comme l'A13 (Paris-Caen), l'A84 (Caen-Rennes), l'A29 (Le Havre-Amiens) et l'A28 (Rouen-Le Mans), qui facilitent le transport routier des marchandises. Les ports du **Havre**, de **Rouen**, de **Cherbourg** et de **Caen-Ouistreham** sont des plateformes multimodales stratégiques pour la logistique. La région est une des plus importantes en termes de commerce maritime. Enfin, sa proximité à la région parisienne offre des avantages pour le relai international. Elle dispose toutefois de relativement peu de gares de fret (74 contre en moyenne 120 par région).

La région est marquée par une certaine disparité entre les territoires qui la composent. Quatre zones d'emploi concentrent la totalité des sites clés en main : **Rouen** (75 Ha), **Le Havre** (60 Ha), **Cherbourg** (35 Ha) et **Caen** (33 Ha). **Rouen** concentre également la quasi-totalité du foncier économique de la région (50 Ha). Les activités fluviales sont aussi concentrées dans cinq zones d'emploi (**Rouen**, **Dieppe-Caux maritime**, **Le Havre**, **Yvetot-Vallée du Commerce**, **La Vallée de la Bresle-Vimeu**). Certaines zones d'emploi sont quant à elles dépourvues de foncier et d'infrastructures d'acheminement (gares de fret, ports, autoroutes) : c'est le cas de **Flers** et de **Lisieux**.

*Les régions analysées concernent la France métropolitaine, hors DROM

**Pour une analyse complète des indicateurs, se référer à l'étude [Industrie et Territoires](#) de Bpifrance Le Lab, publiée en mai 2024.

LE CAPITAL ÉCOSYSTÉMIQUE



COMMENT LIRE CETTE CARTE ?

Une spécialisation industrielle, reflet de chaînes de valeur (donneurs d'ordre, sous-traitants, concurrents...) et de pôles de compétitivité structurés, une dynamique passant notamment par le dialogue entre le territoire et ses entreprises, l'attachement à un patrimoine et des savoirs-faires industriels... Ces atouts économiques, parfois immatériels, sont précieux pour tout nouveau projet industriel, et il est difficile de les recréer. Cette carte saisit le capital « écosystémique » des zones d'emploi françaises.

Cette carte prend en compte l'emploi et les entreprises industrielles, les pôles de compétitivité et de recherche, la présence du dispositif Territoires d'Industrie, le nombre de sites Seveso (présentant des risques d'accidents), le nombre d'Entreprises du Patrimoine Vivant (EPV) et l'âge moyen des entreprises industrielles. Elle ne prend pas en compte d'indicateurs d'innovation et de R&D (notamment caractérisées par les SATT*).

UN ÉCOSYSTÈME INDUSTRIEL CONSÉQUENT

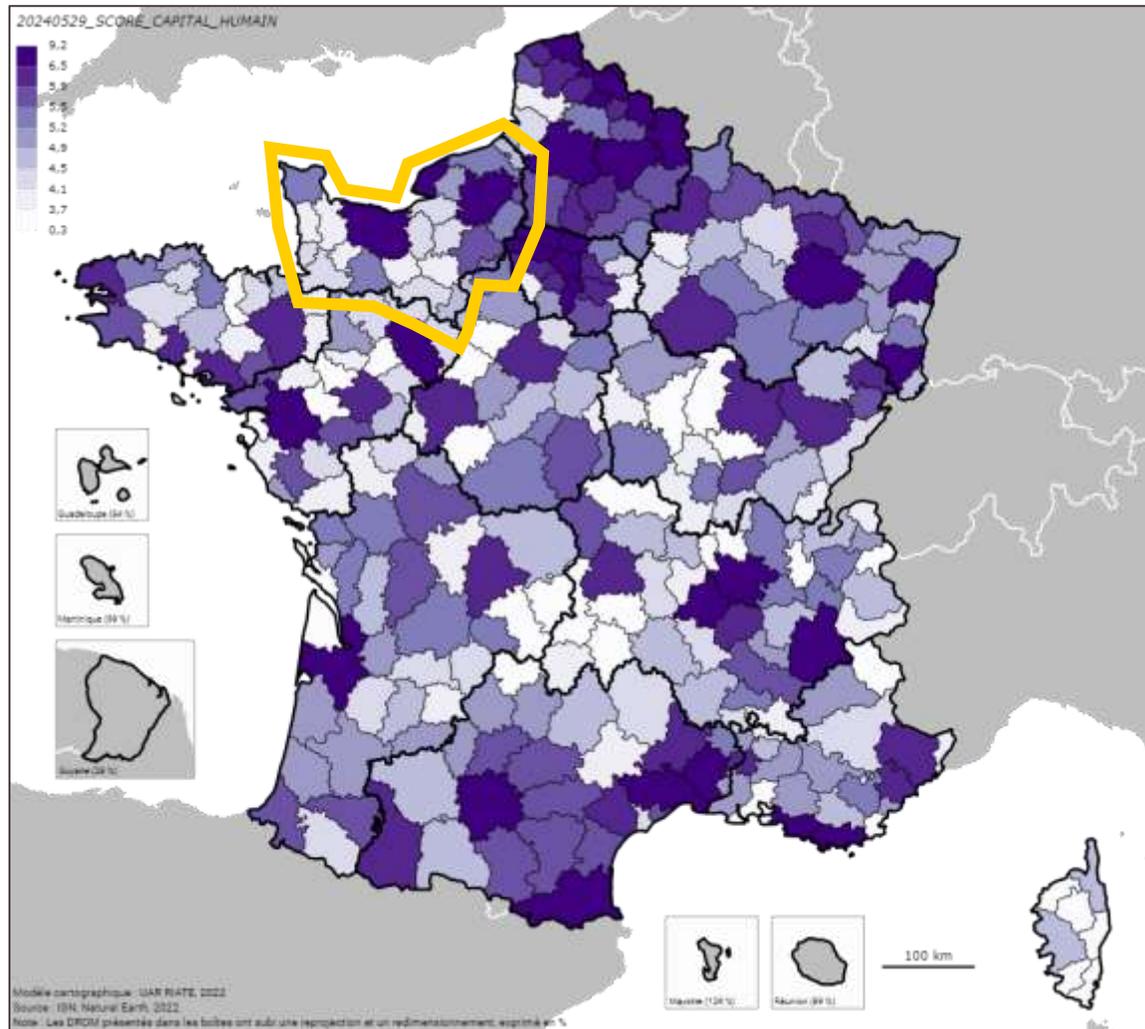
La région se distingue par un taux d'emploi industriel très important, ce qui place la région dans le top 3 des régions françaises en termes d'emploi industriel. **La tendance est à la création d'emplois industriels entre 2017 et 2019** : le solde des créations et des destructions s'élève à 301. Enfin, en moyenne **56 % des zones d'emploi de la région sont couvertes par le dispositif Territoires d'Industrie**, ce qui est supérieur la moyenne nationale, à 50 %.

Neuf zones d'emploi de la région disposent d'un taux d'emploi industriel supérieur à 20 %, il atteint même 44 % à La Vallée de la Bresle-Vimeu. Aucune zone d'emploi ne connaît un taux d'emploi industriel inférieur à 10 %.

La région dispose de quatre sites industriels compris dans les 100 plus grands de France : Thalès à **Ymare** (76) qui est le plus grand site industriel de France et Arkema à **Serquigny** (27). Hors industrie manufacturière, la région dispose de deux sites EDF. Trois pôles de compétitivité sont répartis sur la région : Nextmove à **Rouen**, Hippolia et TES à **Colombelles**.

*SATT : Sociétés d'Accélération du Transfert de Technologies

LE CAPITAL HUMAIN



COMMENT LIRE CETTE CARTE ?

Face aux tensions sur le marché du travail, les industriels pointent du doigt la pénurie de compétences comme obstacle majeur à leur développement. Le capital « humain » est représenté par la disponibilité et les compétences de la main d'œuvre sur le territoire.

Cette carte prend en compte trois indicateurs : Le nombre d'élèves en dernière année de formation industrielle (BAC+2 et BAC+3 qui forment aux métiers d'ouvriers qualifiés, de techniciens, et d'agents de maîtrise), la présence d'écoles de production et le taux de chômage, qui révèle des viviers de demandeurs d'emploi. Cette carte ne prend pas en compte les ingénieurs ou BAC+5, ni la qualité de la formation ou des métiers recherchés.

UN VIVIER DE TALENTS PRÉSENT

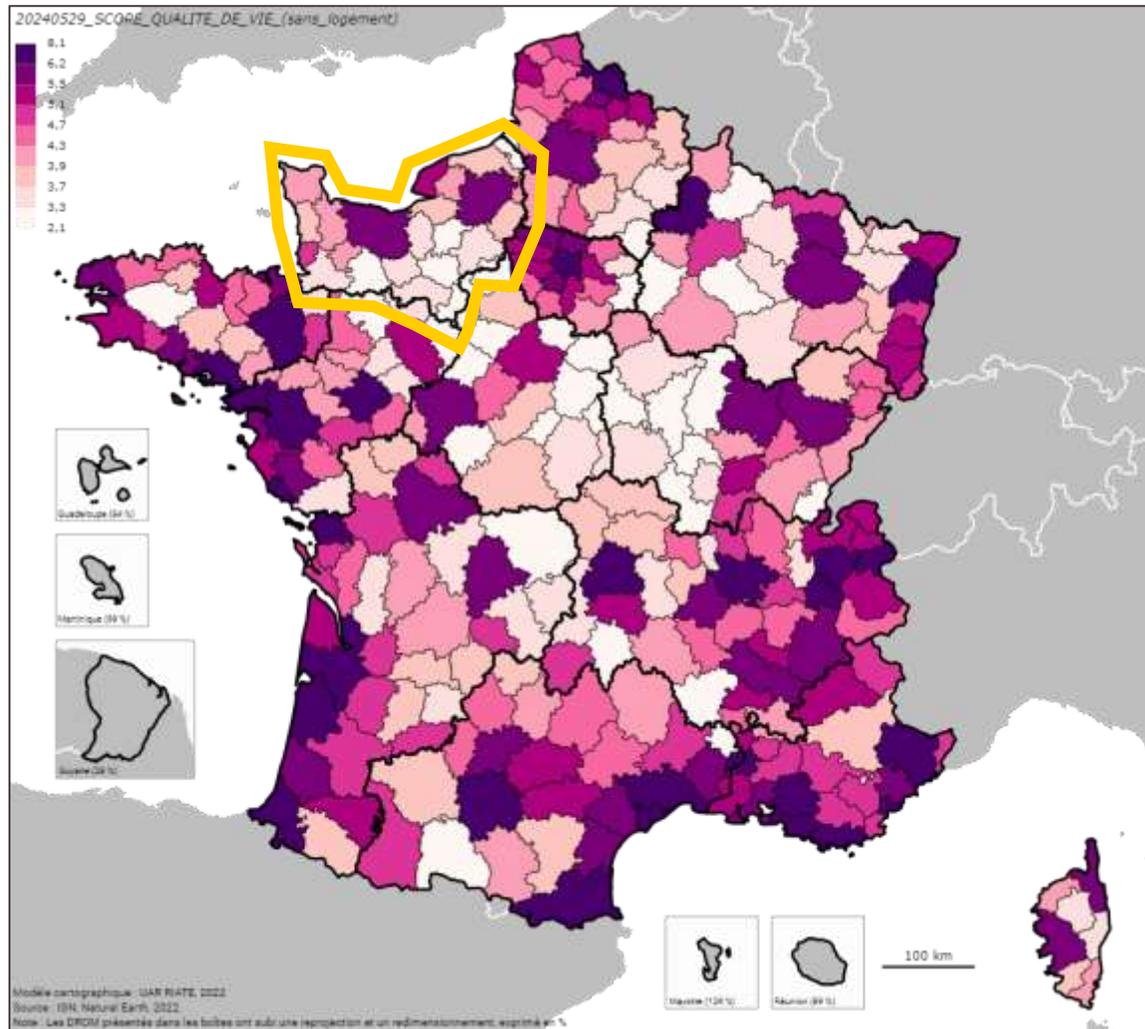
En 2022, la région forme 4 180 élèves en dernière année de cursus en voie professionnelle ou BTS dans des formations liées à l'industrie, soit 6 % des talents du pays*, notamment grâce aux IUT offrant des formations spécialisées (logistique et gestion de production industrielle, science des matériaux, compétences pratiques en mécanique, qualité, maintenance industrielle). La deuxième réserve de main d'œuvre potentiellement disponible pour l'emploi industriel émane des travailleurs au chômage. En Normandie, le taux de chômage s'apparente au taux de chômage national (6,5 % vs 7 % en moyenne nationale).

La région est ici aussi marquée par une certaine disparité entre les territoires qui la composent : des poches plus dynamiques comme **Rouen, Caen et Le Havre** qui forment à elles trois la moitié des diplômés de la région, notamment en raison de leur profil de grandes villes où sont situés les IUT.

La région dispose également de six écoles de production : l'école Métal Academy à Colombelles (dans la zone d'emploi de **Caen**), l'école de production du **Havre**, l'école Usin' eure à **Evreux**, l'école d'usinage du Cotentin à Valognes (dans la zone d'emploi de **Cherbourg en Cotentin**), l'école Fil d'Avenir à Conde-en-Normandie (dans la zone d'emploi de **Flers**) et l'école industrielle de Flers Agglo à **Caligny (dans la zone d'emploi de Flers)**, formant des jeunes de 15 ans et plus, en décrochage scolaire, vers des métiers de conducteur d'installation de production, technicien d'usinage, et à des qualifications en métallurgie.

*Hors cursus ingénieur

LE CAPITAL QUALITÉ DE VIE



COMMENT LIRE CETTE CARTE ?

Cette carte évalue l'attractivité résidentielle des zones d'emploi françaises. Quand bien même un territoire est doté d'un fort potentiel industriel, il faut également qu'il soit attractif et puisse offrir un bon cadre de vie aux travailleurs.

Cette carte prend en compte l'accès aux soins, la mobilité, la proximité des services et le solde migratoire. Elle ne prend pas en compte le prix du logement car il s'agit d'un critère qui peut être source comme conséquence de l'attractivité, ce qui la rend difficile à interpréter.

L'ATTRACTIVITÉ RÉSIDENIELLE RÉGIONALE EST MOINS IMPORTANTE QUE LA MOYENNE NATIONALE DANS SON ENSEMBLE, MAIS CERTAINES ZONES D'EMPLOI SE MONTRENT TRÈS ATTRACTIVES

La région est caractérisée par une attractivité moindre dans son ensemble, en témoigne le solde migratoire négatif ces dernières années. En effet, le solde équilibrant les départs et arrivées d'habitants de la région s'élève à -1 288 personnes entre 2014 et 2020. Les habitants disposent de 3,3 consultations médicales chacun par an, ce qui est suffisant mais inférieur au seuil défini comme satisfaisant par le droit national*. La région propose une moyenne de 141 liaisons ferroviaires, ce qui est inférieur à la moyenne nationale (343 en moyenne par région).

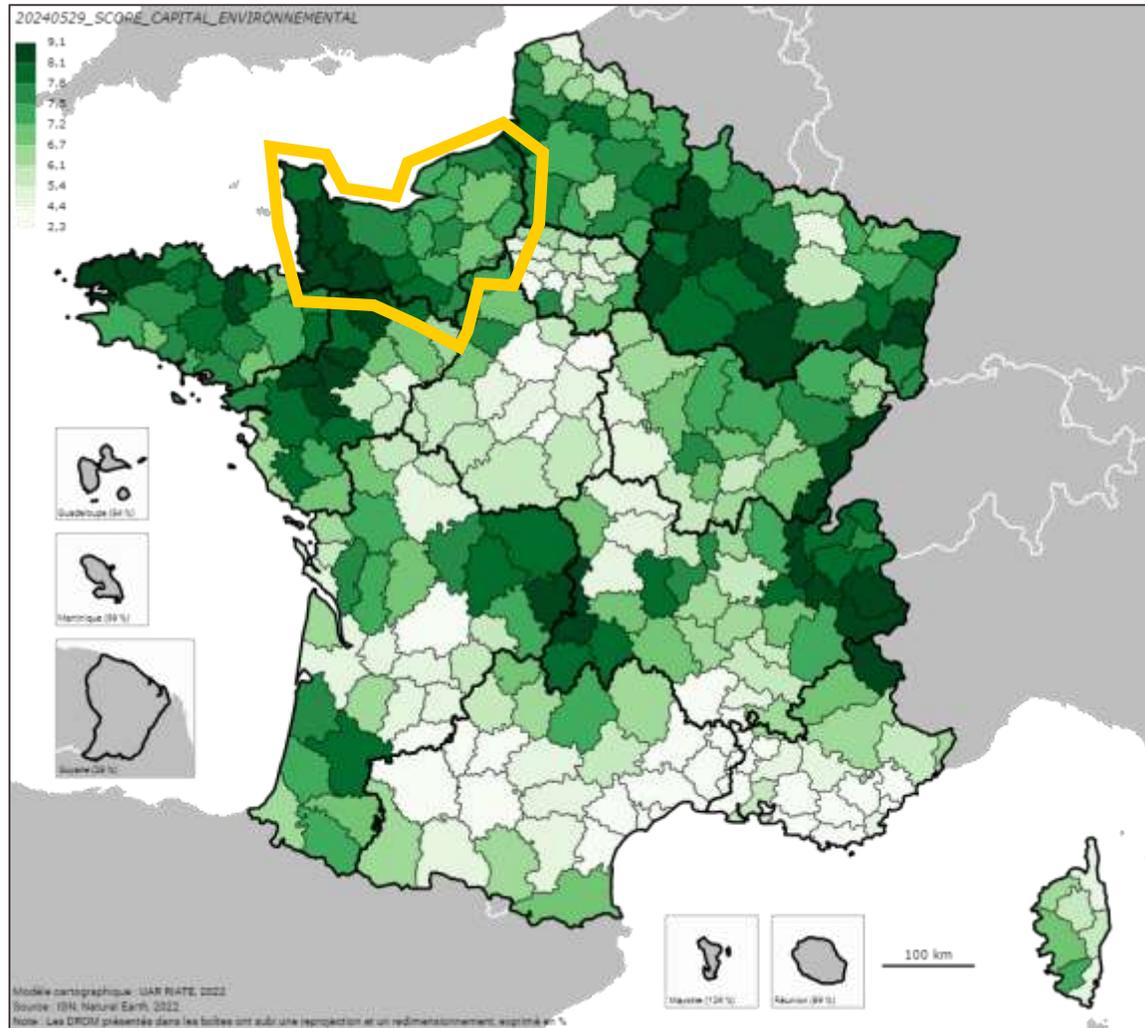
Cette attractivité résidentielle est toutefois très hétérogène au sein de la région. Certaines zones bénéficient de l'attractivité caractéristique des grandes villes : **Rouen, Caen** et le **Havre** disposent d'un réseau de tramway, et de plus de 10 liaisons ferroviaires. **Caen** et **Rouen** connaissent chacune un solde migratoire positif entre 2014 et 2020 (respectivement +2 016 et +1 760) et proposent à leurs habitants plus de 4 consultations médicales par habitant par an. La plupart des zones d'emploi de la région connaissent quant à elles des soldes migratoires négatifs qui atteignent même -1 188 au **Havre**, mais certaines zones d'emploi comme **Caen** et **Rouen** attirent de nombreuses personnes (elles affichent un solde respectivement de 2 016 et 1 760 personnes).

Les zones d'emploi du **Havre, Cherbourg, Rouen** et **Vire Normandie** proposent une vingtaine de commerces et services en moyenne, ce qui en fait des centres dits intermédiaires** tandis que les autres zones d'emploi sont des centres dits locaux, proposant une douzaine de services et équipements du quotidien.

*Code de la santé publique, 2017

**Centralités : comment les identifier et quels rôles dans les dynamiques locales et intercommunales? INRAE-CESAER, l'ANCT, 2019.

LE CAPITAL ENVIRONNEMENTAL



COMMENT LIRE CETTE CARTE ?

Cette carte du capital de « résilience environnementale » représente la résilience des zones d'emploi aux risques physiques liés au changement climatique de 2025 à 2035, à partir de projections Bpifrance. Plus une zone est foncée, plus elle est résiliente.

Cette carte prend en compte 5 type de résilience : résilience aux risques de sécheresses, aux risques d'inondation, aux risques de retrait-gonflement des argiles, aux vagues de chaleur et aux incendies. Elle ne prend pas en compte la disponibilité des ressources naturelles ni la présence de sites de biodiversité à protéger.

LA NORMANDIE EST LA RÉGION LA PLUS RÉILIENTE AUX CATASTROPHES NATURELLES

La Normandie est peu exposée aux risques environnementaux mis à part les inondations. Elle est la région la moins sujette aux événements de sécheresse, aux mouvements des argiles et aux vagues de chaleur. Elle est très peu exposée aux feux de forêt.

La résilience est toutefois hétérogène bien qu'aucune zone d'emploi ne soit réellement touchée par les événements climatiques. **Le Havre, Honfleur et Dieppe-Caux** maritimes sont plus sujettes que les autres zones d'emploi aux inondations.

3

LA RÉGION ET LA RÉINDUSTRIALISATION

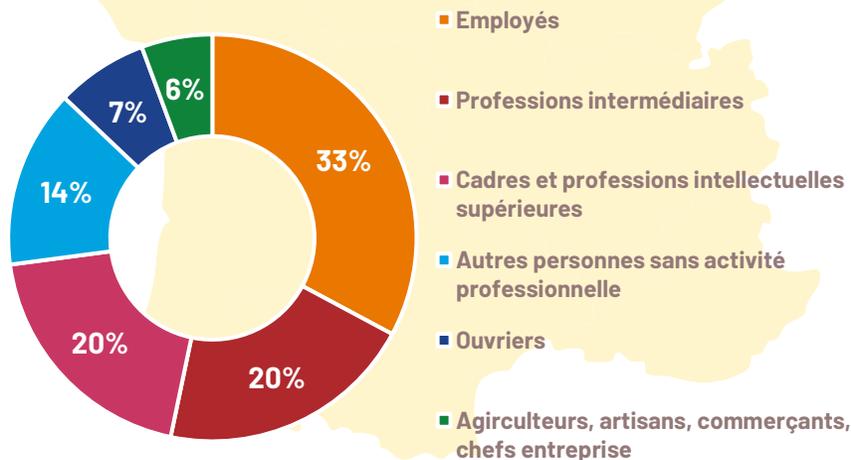
I. FOCUS SUR LES RÉPONDANTS DES ENQUÊTES

**II. PERCEPTIONS CROISÉES ENTRE CITOYENS ET
INDUSTRIELS**

5 000 répondants en France

44 % d'hommes et 56 % de femmes

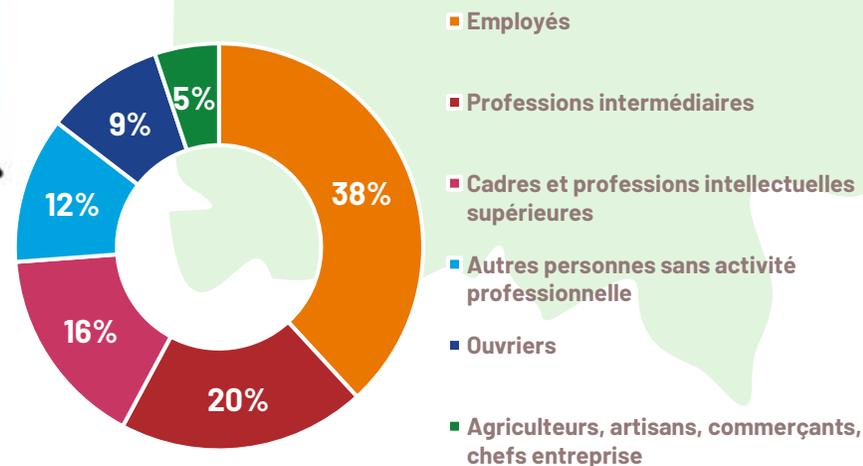
43 % ont plus de 55 ans, 34 % ont entre 35 et 54 ans et 23 % ont moins de 35 ans



Dont 275* en Normandie

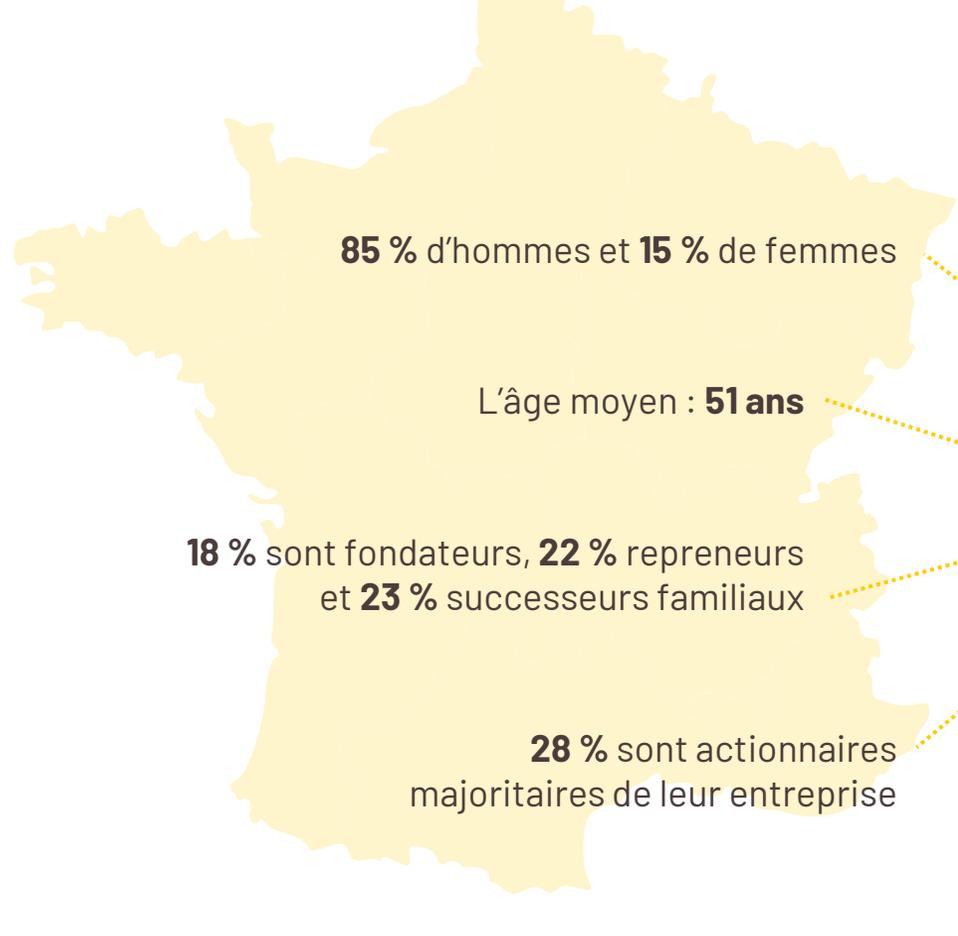
47 % d'hommes et 53 % de femmes

47 % ont plus de 55 ans, 31 % ont entre 35 et 54 ans et 22 % ont moins de 35 ans

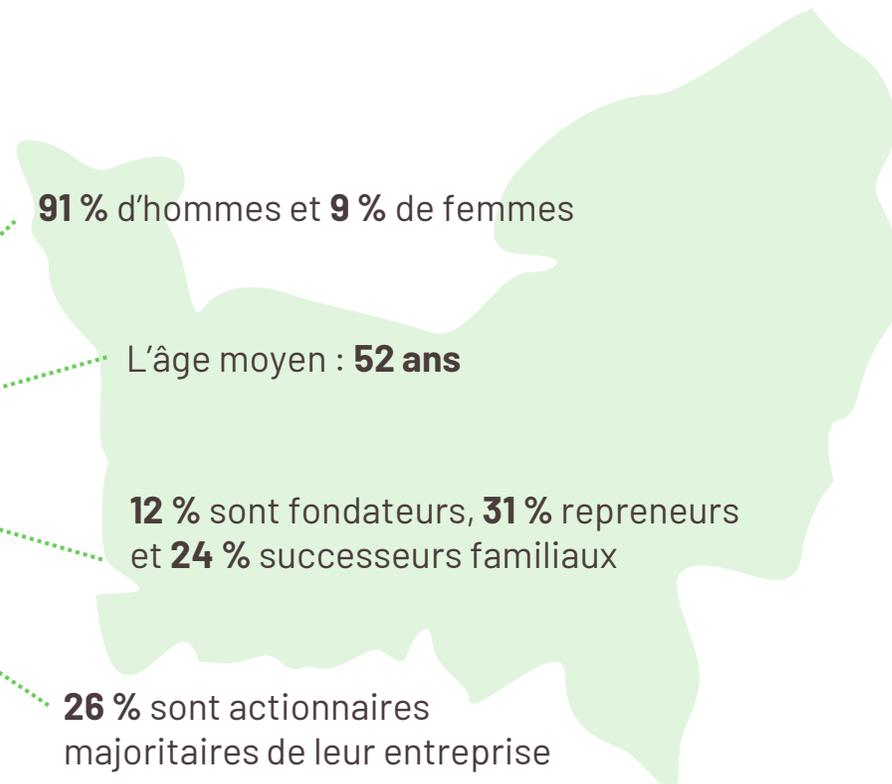


*L'étude concernant la société civile est constituée d'un échantillon de 5 000 répondants représentant la France entière que l'on peut classer ex-post par régions.
Les répondants de la région Normandie représentent 275 personnes.

2 828 industriels en France



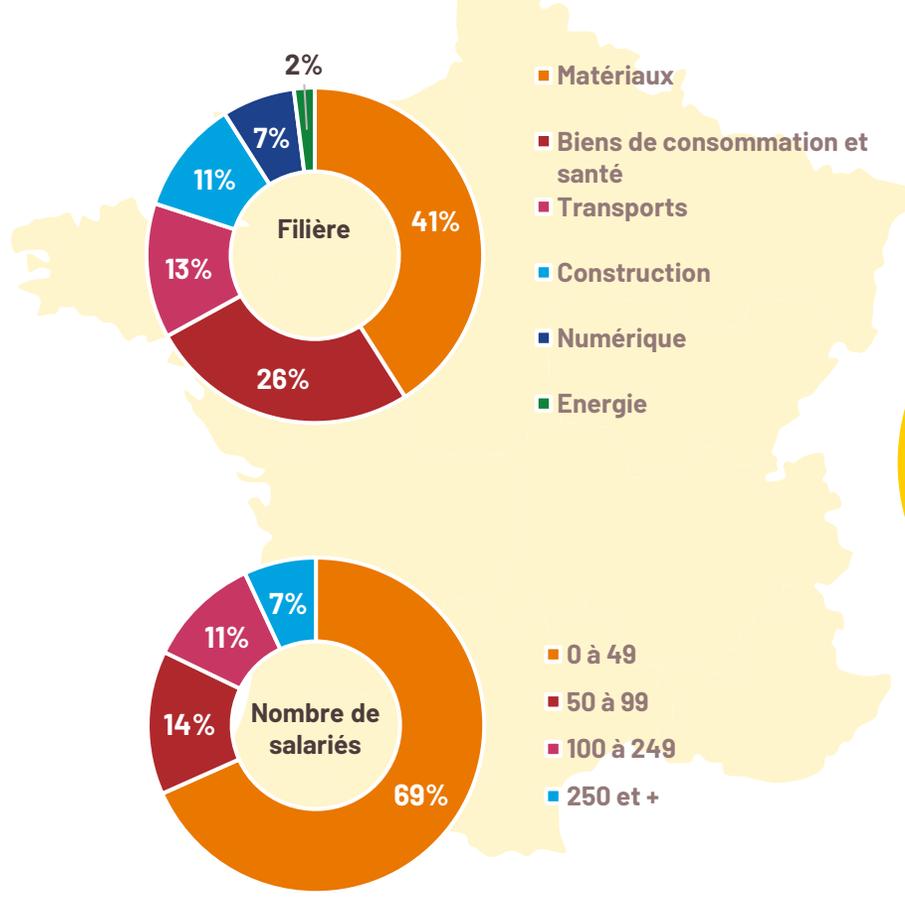
Dont 117* en Normandie



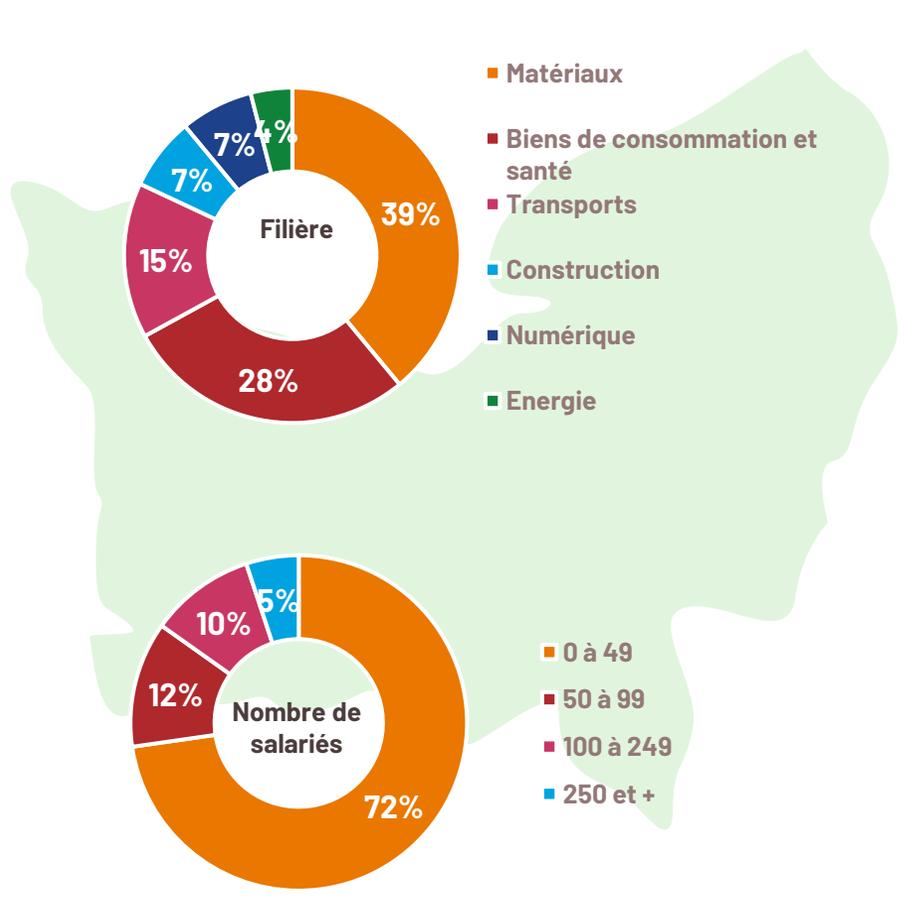
*L'étude concernant les dirigeants industriels est constituée d'un échantillon de 2 828 répondants représentant la France entière que l'on peut classer ex-post par régions.
Les répondants de la région Normandie représentent 117 personnes.

PROFILS DES ENTREPRISES - ENQUÊTE AUPRÈS DES DIRIGEANTS INDUSTRIELS

2 828 industriels en France



Dont 117 en Normandie



LES FRANÇAIS PERÇOIVENT D'AVANTAGE LA RÉINDUSTRIALISATION QUE LES DIRIGEANTS

LES INDUSTRIELS DE LA RÉGION ONT UNE PERCEPTION ALIGNÉE AVEC LA MOYENNE DU PAYS...

- Les industriels de la Normandie (35 %) perçoivent tout autant la réindustrialisation en cours que leurs homologues dans le reste de la France (35 %).

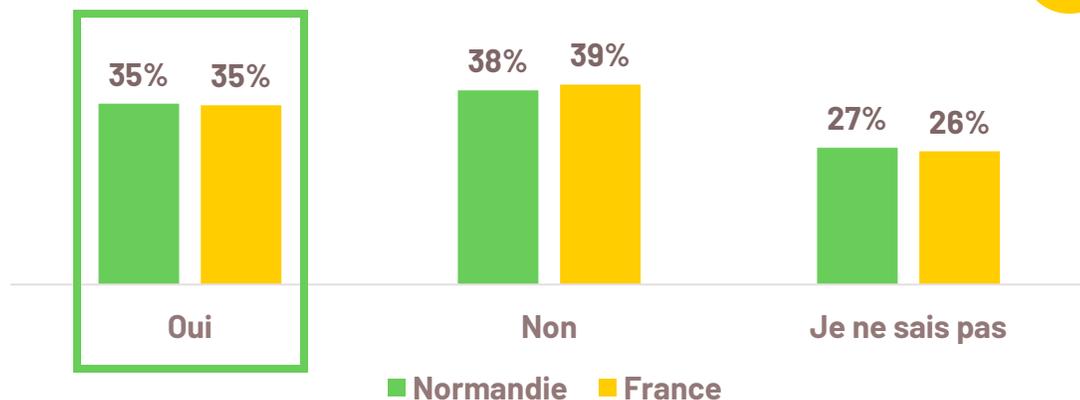
...ET LES CITOYENS AUSSI

- Les habitants de la région Normandie (43 %) sont légèrement plus nombreux à penser que la France est en phase de réindustrialisation que la moyenne nationale (40 %).

QUE DISENT CES CHIFFRES SUR L'ENSEMBLE DU PAYS ?

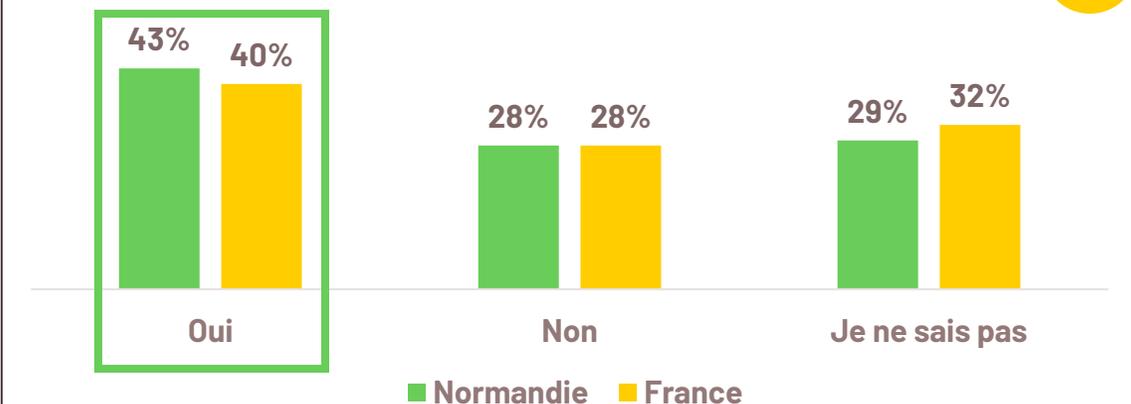
Dans un contexte lié aux enjeux de souveraineté à la suite des crises successives de la Covid et la guerre en Ukraine, on observe que 40 % Français perçoivent la réindustrialisation, laissant supposer que les prises de décision récentes ont eu un effet sur leur perception, plus importante que celle des industriels. Ces derniers apparaissent plus sceptiques : seuls 35 % perçoivent la réindustrialisation. En France, la réindustrialisation peut sembler une injonction politique, dont les effets concrets demeurent encore limités. Si le temps politique est acquis à la réindustrialisation, le temps social est plus lent.

La France est-elle dans une phase de réindustrialisation ? (Une seule réponse possible) (Enquête auprès des dirigeants industriels)



Source :
Entreprises : enquête Bpifrance Le Lab auprès de 2 828 dirigeants d'entreprises industrielles
Les industriels de Normandie représentent 117 personnes

La France est-elle dans une phase de réindustrialisation ? (Une seule réponse possible) (Enquête auprès des Français)



Source :
Enquête Bpifrance Le Lab - Potloc auprès de 5 000 Français
Les Français de Normandie représentent 275 personnes

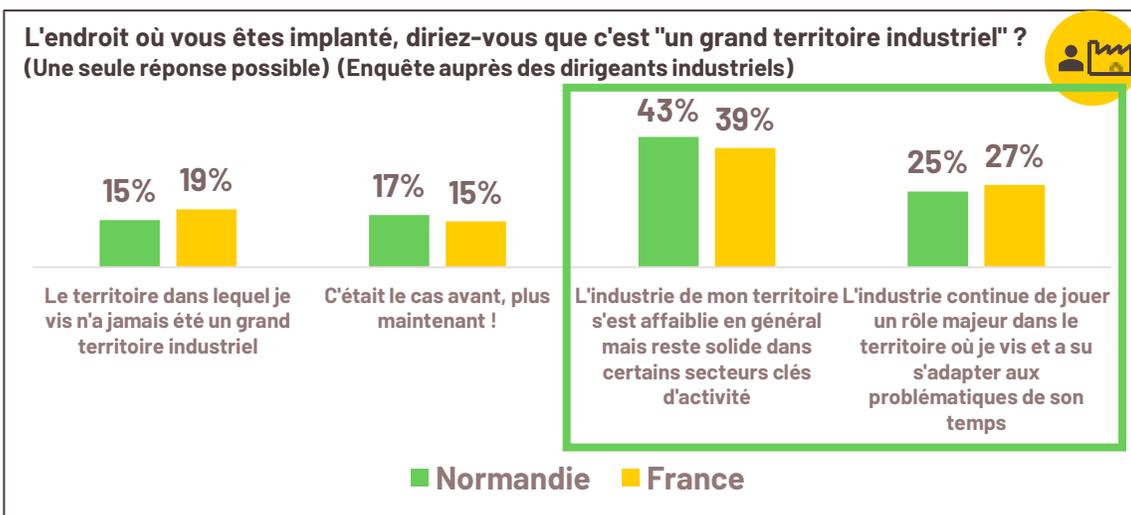
DIRIGEANTS INDUSTRIELS ET HABITANTS N'ONT PAS LA MÊME VISION DE LA PLACE DE L'INDUSTRIE DANS LA VIE LOCALE

DANS LA RÉGION, LES INDUSTRIELS DE LA RÉGION PERÇOIVENT UNE INDUSTRIE RESTÉE SOLIDE DANS LEUR TERRITOIRE ...

- Les industriels ont plutôt tendance à percevoir l'industrie dans leur territoire (68 %). En 2023, la Normandie a fait l'objet de grands projets industriels : la production de 2 000 torches olympiques (dans l'usine Guy Degrenne à Vire), une nouvelle ouverture de Lactalis à Domfront, et un investissement de 350 millions d'euros du producteur de ventoline GSK à Evreux, un investissement de 1 milliard d'euros du recycleur de plastiques Eastman ... tant d'exemples qui en font une région perçue comme résiliente dans l'industrie.

QUE DISENT CES CHIFFRES SUR L'ENSEMBLE DU PAYS ?

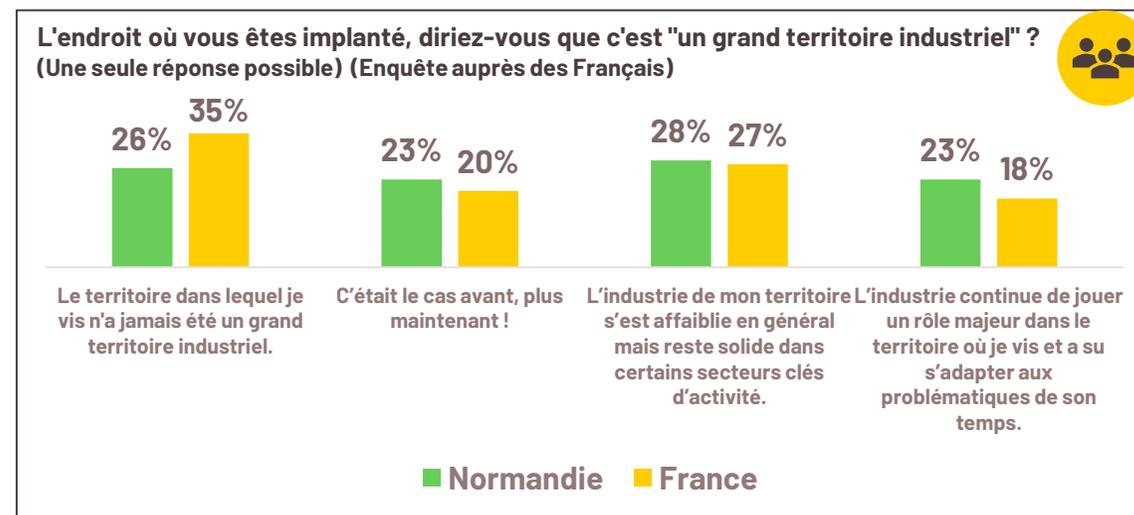
Lorsqu'interrogés sur leur perception de leur territoire, dirigeants et citoyens n'ont pas le même avis : les dirigeants ont tendance à percevoir leur industrie comme ayant su être résiliente à travers le temps, tandis que les Français ont plus de mal à saisir l'empreinte passée ou actuelle de l'industrie dans leur territoire. signe possible que l'industrie n'est pas autant visible et mise en avant que d'autres aspects faisant rayonner un territoire : savoir-faire artisanal, patrimoine, agriculture, etc.



Source :
Entreprises : enquête Bpifrance Le Lab auprès de 2 828 dirigeants d'entreprises industrielles
Les industriels de Normandie représentent 117 personnes

... QUAND LES CITOYENS DE LA RÉGION SONT PLUS PARTAGÉS

- Les habitants de la région Normandie quant à eux sont plus partagés : la moitié considère qu'ils habitent dans un grand territoire industriel, l'autre non. Ces mêmes projets d'ouvertures d'usines et d'investissements se retrouvent contrebalancés par des fermetures (Marelli à Argentan et Saint Julien-du-Sault) ou encore Knauf à Pithiviers, Duclair, Rhinau et Saint-Sauveur-d'Aunis qui affectent la perception des habitants et riverains, affectés directement ou indirectement par des licenciements.



Source :
Enquête Bpifrance Le Lab - Potloc auprès de 5 000 Français
Les Français de Normandie représentent 275 personnes

UNE ACCEPTATION DIFFÉRENCIÉE DES SECTEURS INDUSTRIELS

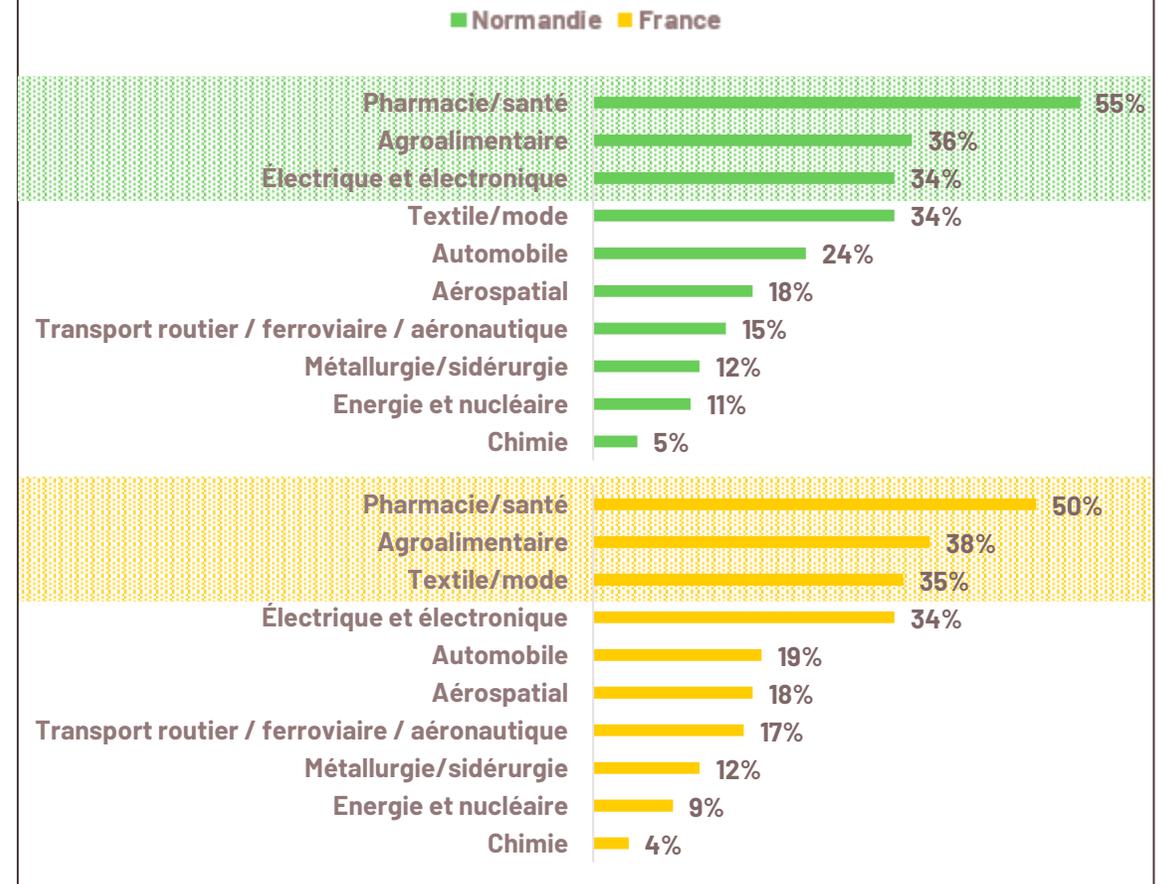
DANS LA RÉGION NORMANDIE, LES CITOYENS PLÉBISCITENT LES MÊMES INDUSTRIES QU'AU NIVEAU NATIONAL, AVEC QUELQUES LÉGÈRES DIFFÉRENCES

- Un territoire aura beau avoir du potentiel pour accueillir l'industrie, il restera à convaincre les riverains pour pouvoir s'y implanter : dans la région, cette acceptabilité est forte pour les secteurs de la pharmacie/santé, de l'agroalimentaire, et de l'électrique et électronique. Les tendances sont similaires au national et il est possible que les secteurs les plus acceptés soient ceux considérés globalement comme les moins dangereux.
- Certaines industries sont davantage plébiscitées par les habitants de la région que par l'ensemble des Français : c'est le cas de la pharmacie (55 % vs 50 % pour la moyenne nationale), et de l'automobile (24 % vs 19 % pour la moyenne nationale).
- Pour rappel, les secteurs les plus représentés dans la région en nombre d'établissements sont l'agroalimentaire, la métallurgie, et la plasturgie (cf. slide 17). Le secteur agroalimentaire est donc le seul qui est à la fois fortement présent dans la région et accepté par ses habitants.

EN FRANCE, LES CITOYENS PRIVILÉGIENT L'IMPLANTATION DE CERTAINS SECTEURS PRÈS DE CHEZ EUX

Cette acceptabilité ne s'aligne pas forcément avec les secteurs jugés les plus importants en termes économiques : si 60 % considèrent que la pharmacie/santé doit être la plus développée en France, ce chiffre se replie à 50 % pour l'acceptabilité de l'implantation d'un site de ce secteur dans sa ville/commune.

Parmi les types d'industries suivants, lesquels accepteriez-vous le plus dans votre ville/commune ?
(Top 10)(Enquête auprès des Français)



Source :
Enquête Bpifrance Le Lab - Potloc auprès de 5 000 Français
Les Français de Normandie représentent 275 personnes

LES HABITANTS DE LA RÉGION MOTIVÉS POUR TRAVAILLER DANS L'INDUSTRIE

DANS LA RÉGION, LES HABITANTS SONT TRÈS ENCLINS À ACCEPTER UN EMPLOI DANS L'INDUSTRIE

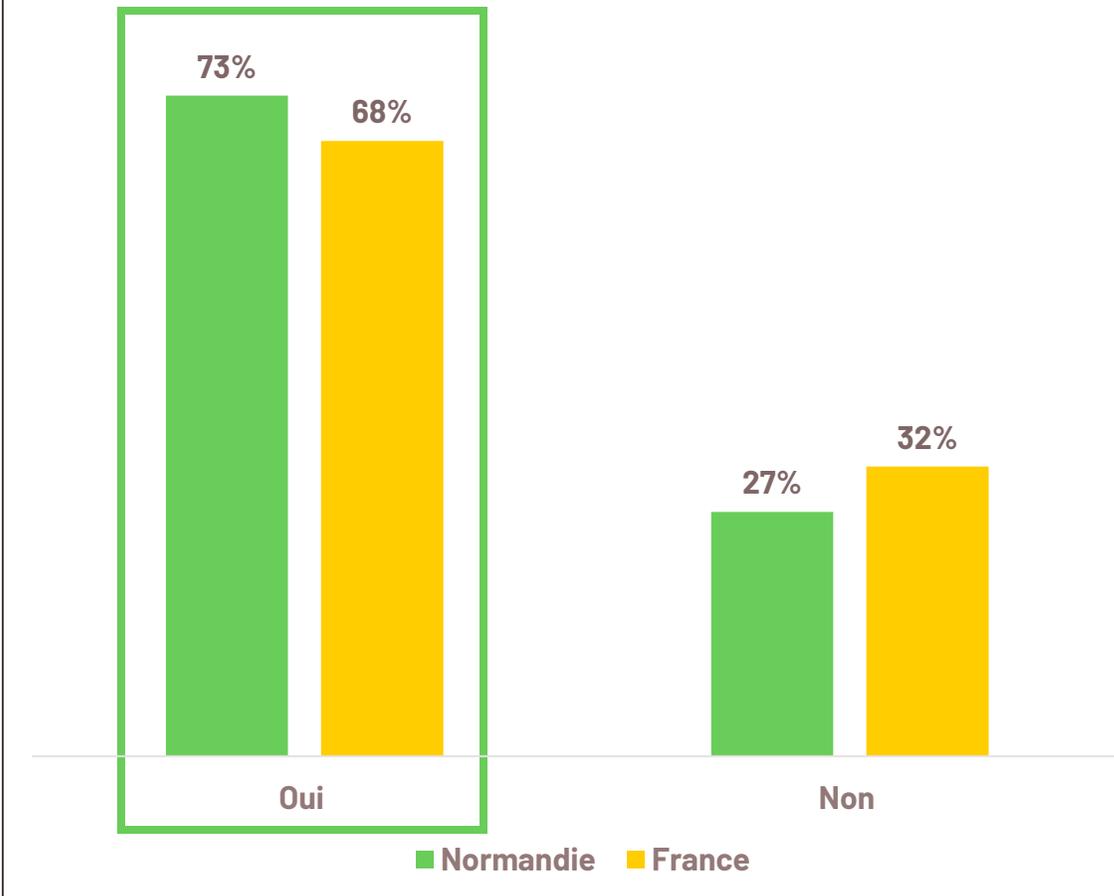
- Les habitants de la Normandie se montrent très favorables à rejoindre le monde professionnel de l'industrie. En effet, 73 % des sondés affirment que s'ils étaient à la recherche d'une opportunité professionnelle, ils accepteraient un nouvel emploi dans l'industrie.
- L'industrie en tant qu'employeur semble, autant au niveau national que régional, bénéficier d'une image très positive. Dans la région, les nombreuses annonces d'ouvertures (par exemple, Hermès ayant ouvert son 21^e site à Louviers) et d'investissements (par exemple, le groupe japonais d'électronique Murata ayant investi 60 millions d'euros sur son site de Caen) rendent favorable la recherche d'emploi dans l'industrie.
- Ces résultats sont alignés avec les objectifs du plan stratégique de la région (SRDEII), qui pose comme un de ses objectifs majeurs la réaffirmation de la place majeure de l'industrie. Le manque d'attractivité des métiers de l'industrie (lié à des questions de mixité des métiers et des conditions de travail) avait par ailleurs été identifié par la région comme un enjeu majeur à affronter*.

EN FRANCE, LES CITOYENS ENVISAGERAIENT MAJORITAIREMENT D'ACCEPTER UN EMPLOI DANS L'INDUSTRIE

Les Français interrogés sont 68 % à envisager d'accepter un emploi dans l'industrie s'ils étaient à la recherche d'une opportunité professionnelle.

*SRDEII Normandie 2022-2028, pages 4 et 18

Supposons que vous êtes à la recherche d'une opportunité professionnelle. Accepteriez-vous personnellement un nouvel emploi dans l'industrie? (Une seule réponse possible) (Enquête auprès des Français)



Source :
Enquête Bpifrance Le Lab - Potloc auprès de 5 000 Français
Les Français de Normandie représentent 275 personnes

4

LA RÉGION ET LA RÉINDUSTRIALISATION

STRATÉGIES DES INDUSTRIELS DU
TERRITOIRE

DES INDUSTRIELS TRÈS ATTACHÉS À LEUR TERRITOIRE

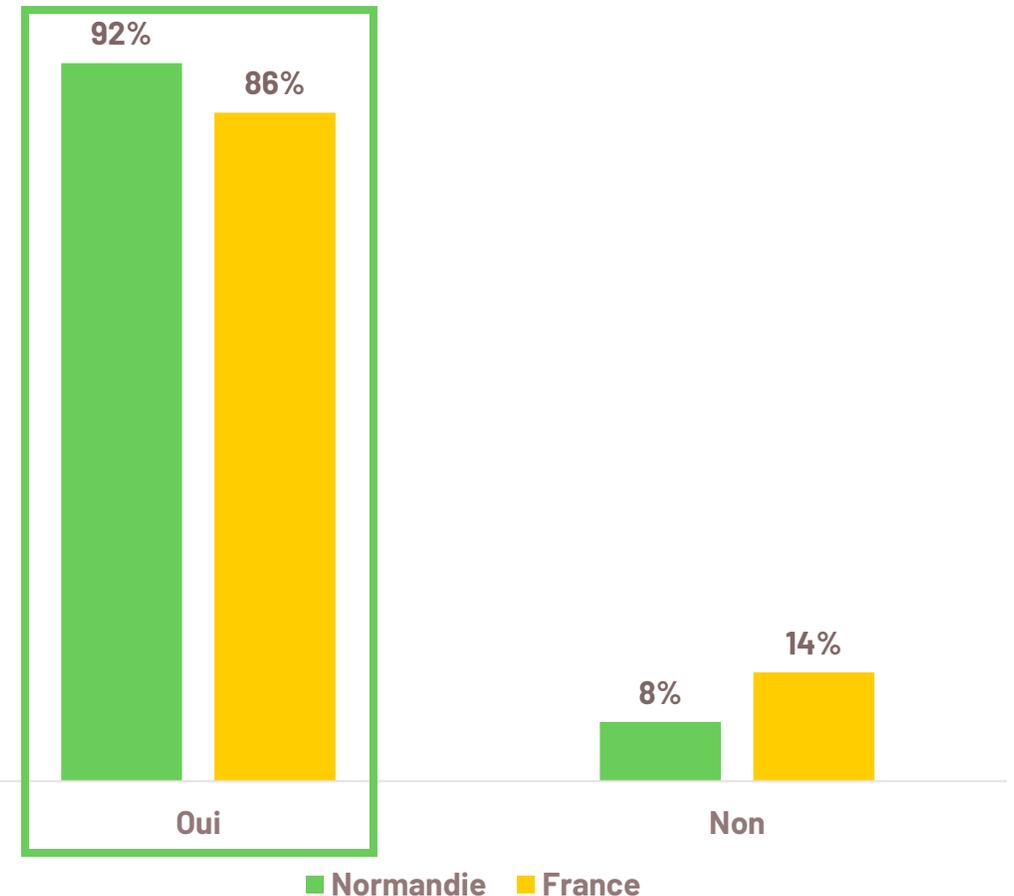
DANS LA RÉGION, 92 % DES INDUSTRIELS SONT ATTACHÉS À LEUR TERRITOIRE

- 92 % des dirigeants de la Normandie se disent attachés à leur territoire. Ce chiffre est supérieur à la moyenne nationale qui se situe à 86 %.
- Cet attachement trouve en partie sa source dans l'histoire personnelle des dirigeants avec le territoire. En effet, parmi les dirigeants de la Normandie dans notre échantillon qui se disent attachés à leur territoire, 41 % y ont grandi (à l'inverse, seuls 11 % des dirigeants de la Normandie qui disent ne pas être attachés à leur territoire y ont grandi).
- Les industriels sont également attachés à leur territoire car ils emploient les talents qui y résident. Ils sont ainsi très conscients du fait que tout déménagement impliquerait une perte de compétences.
- Les industriels de la Normandie révèlent leur attachement à leur territoire en privilégiant, dans leurs projets de développement, une implantation à proximité de leur usine à un déménagement ailleurs en France (cf slide 42).

EN FRANCE, 86 % DES INDUSTRIELS SONT ATTACHÉS À LEUR TERRITOIRE

Du fait de leur trajectoire personnelle, les dirigeants sont affectivement liés au territoire où se situe leur site de production. Cet attachement procède d'une histoire au sein du territoire, soit qu'ils y ont grandi (48 % des dirigeants attachés), soit qu'ils y ont fait leurs études ou y ont travaillé (20 %).

Êtes-vous personnellement attaché à votre territoire ?
(Une seule réponse possible)
(Enquête auprès des dirigeants industriels)



Source :

Entreprises : enquête Bpifrance Le Lab auprès de 2 828 dirigeants d'entreprises industrielles

Les industriels de Normandie représentent 117 personnes



DES INDUSTRIELS PORTÉS VERS LA CROISSANCE

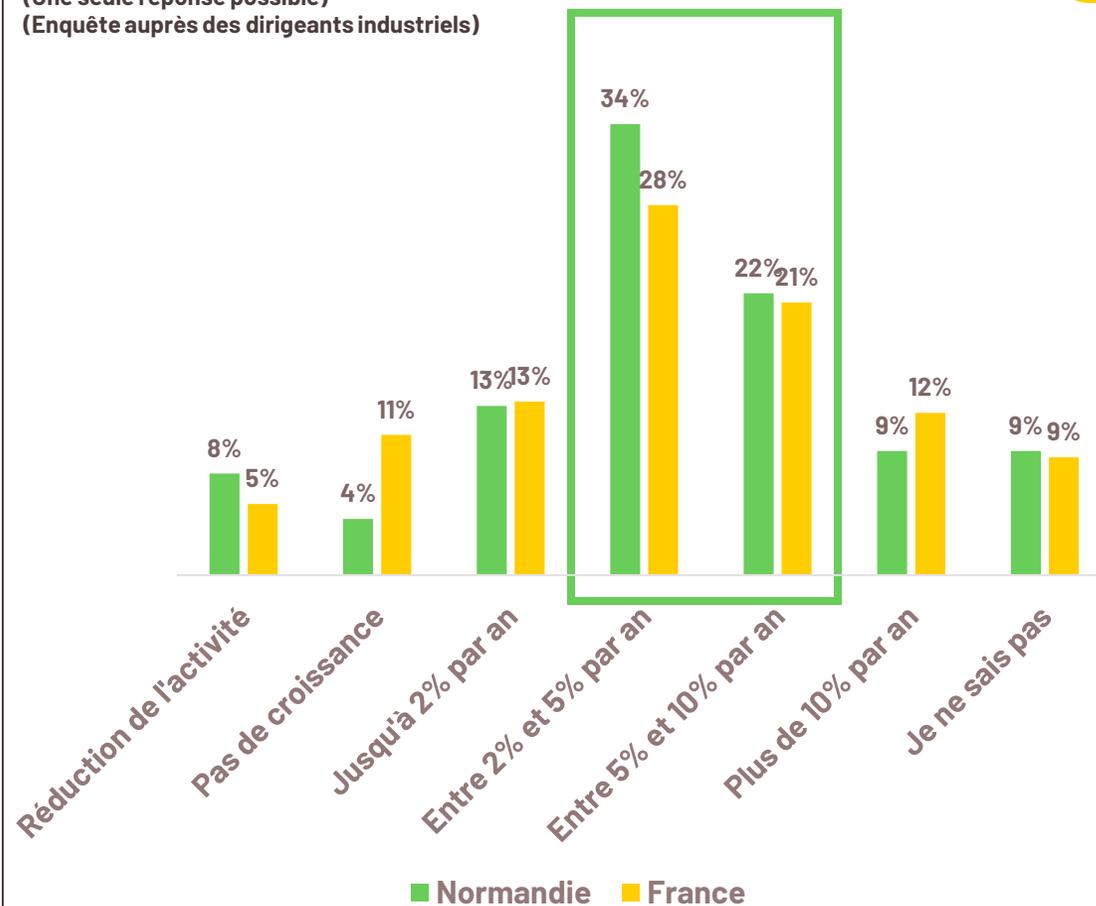
DANS LA RÉGION, 78 % DES INDUSTRIELS PRÉVOIENT UNE CROISSANCE DE LEUR ACTIVITÉ

- 78 % des dirigeants de la Normandie prévoient une croissance de leur chiffre d'affaires dans les trois ans à venir. Ce chiffre est légèrement supérieur à la moyenne nationale qui se situe à 75 %.
- En Normandie, parmi les industriels sondés exprimant des prévisions de croissance pour leur activité, 64 % traduisent leur stratégie de croissance en un projet de nouvelle implantation, ce chiffre étant de 63 % au niveau de la France.

EN FRANCE, 75 % DES INDUSTRIELS PRÉVOIENT DE FAIRE CROÎTRE LEUR CHIFFRE D'AFFAIRES

L'étude nationale a mis en avant des dirigeants industriels optimistes dans leurs ambitions de croissances. Les PME (hors TPE), les ETI et GE prévoient de croître d'au moins 4 % par an sur les 3 prochaines années. Les start-up industrielles communiquent des perspectives de croissance plus fortes à 10 % par an au moins,

Quelle est la croissance annuelle moyenne prévue de votre chiffre d'affaires dans les 3 prochaines années ?
(Une seule réponse possible)
(Enquête auprès des dirigeants industriels)



Source :

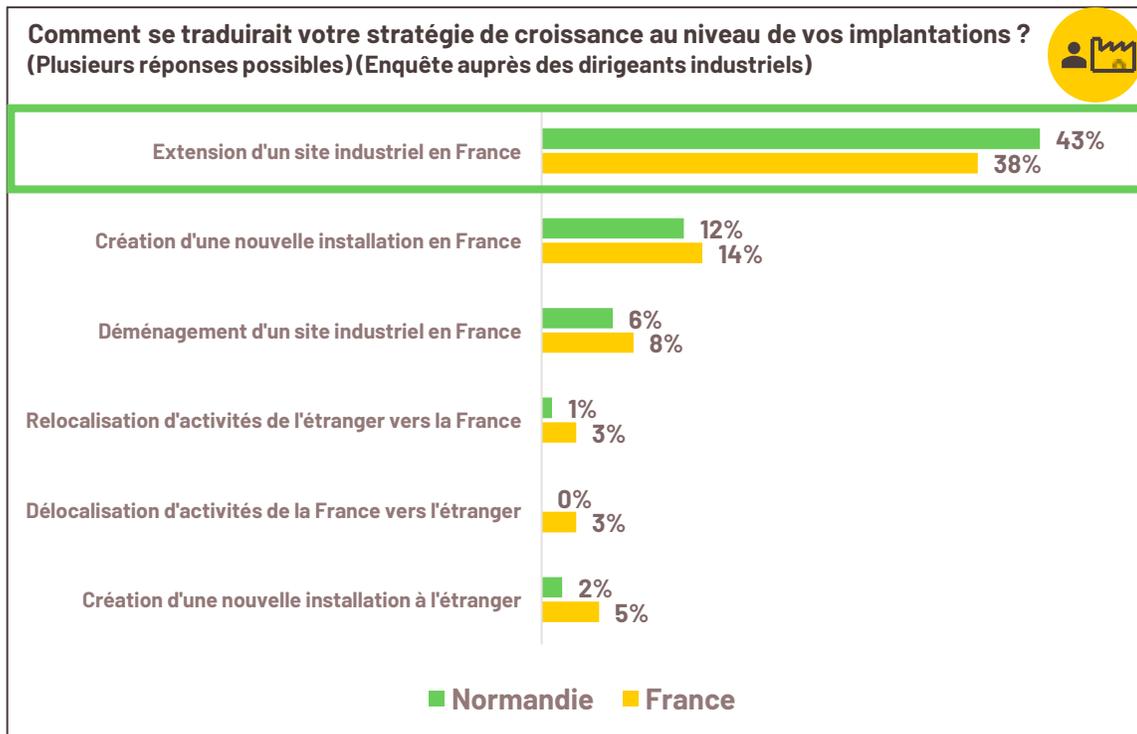
Entreprises : enquête Bpifrance Le Lab auprès de 2 828 dirigeants d'entreprises industrielles

Les industriels de Normandie représentent 117 personnes

PARMI DIFFÉRENTES MODALITÉS D'IMPLANTATION, LES INDUSTRIELS CHOISIRAIENT L'EXTENSION DE LEUR SITE

LES DIRIGEANTS CHOISIRAIENT D'ÉTENDRE LEURS SITES INDUSTRIELS EXISTANTS

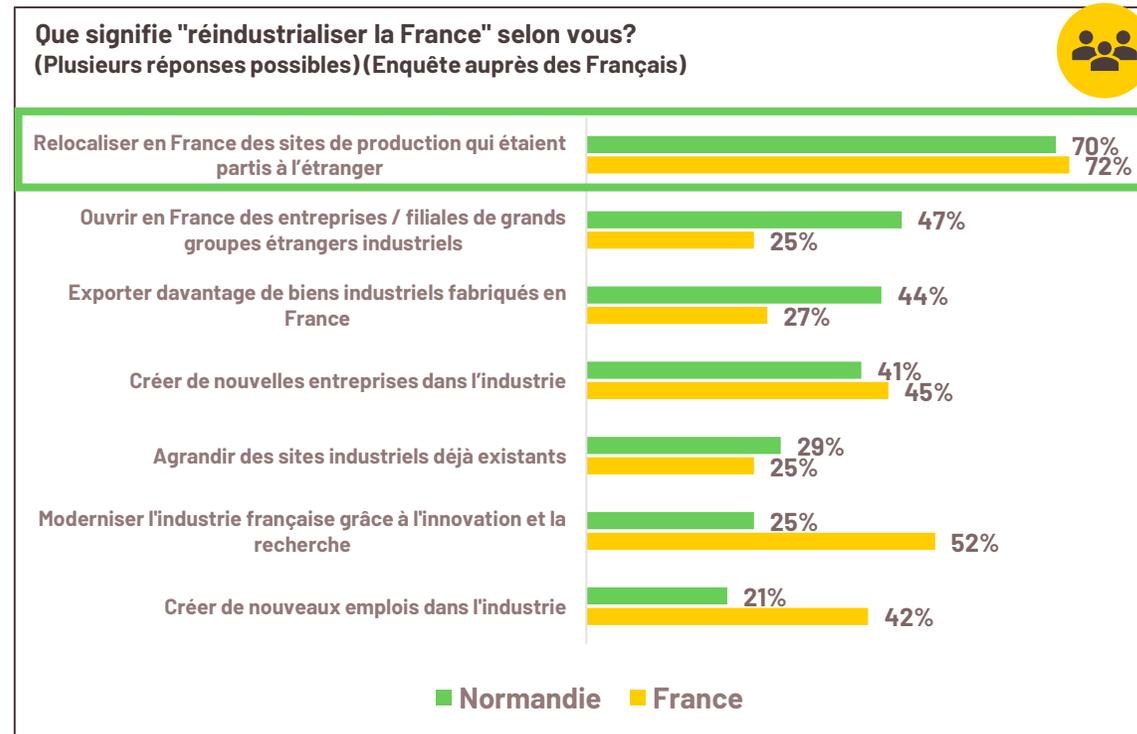
- Lorsqu'ils ont un projet d'implantation, les industriels de la région Normandie comme ceux de l'échantillon France privilégient les extensions de sites industriels existants (respectivement à 43 % et 38 %).
- Les industriels de la Normandie se projettent moins dans les implantations à l'étranger (2 %) que les industriels français dans leur ensemble (8 %).



Source :
 Entreprises : enquête Bpifrance Le Lab auprès de 2 828 dirigeants d'entreprises industrielles
 Les industriels de Normandie représentent 117 personnes

... ALORS QUE LES FRANÇAIS ASSOCIENT PLUTÔT RÉINDUSTRIALISATION À RELOCALISATIONS

- 72 % des Français (70 % pour ceux de Normandie) pensent que réindustrialiser signifie relocaliser et seul un quart (29 % pour ceux de Normandie) cite l'agrandissement de sites existants. Ces réponses révèlent un décalage entre les représentations des citoyens sur l'industrie et les réalités vécues par les industriels.



Source :
 Enquête Bpifrance Le Lab - Potloc auprès de 5 000 Français
 Les Français de Normandie représentent 275 personnes

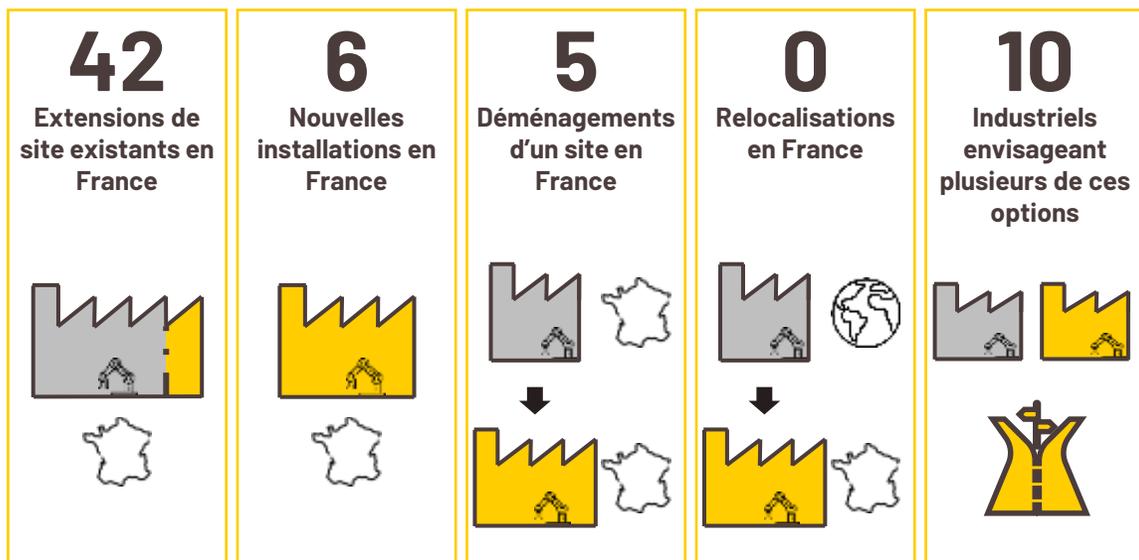
LE PROFIL DES INDUSTRIELS DE LA NORMANDIE PORTANT UN PROJET D'IMPLANTATION EN FRANCE

AU NIVEAU NATIONAL

Au niveau national, 1 493 industriels sondés par notre enquête nous ont fait part d'un projet d'implantation pour développer leur activité en France. Il s'agit de projets d'extensions de sites existants, de créations de nouvelles installations en France, de déménagements et de relocalisation de sites en France.

LES PROJETS D'IMPLANTATION DES DIRIGEANTS DE LA NORMANDIE S'INCARNENT PRINCIPALEMENT DANS DES EXTENSIONS DE SITE

En Normandie, 63 industriels (sur les 117 sondés) ont exprimé avoir le projet d'une nouvelle implantation en France:



Caractéristiques de ces 63 industriels porteurs de projets d'implantation en France et de leurs entreprises

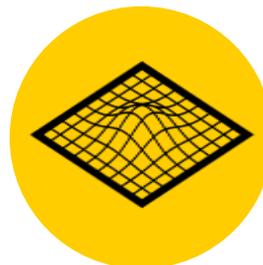


Les 3 filières les plus représentées sont:

- Mines et métallurgie
- Agroalimentaire
- Mode et luxe



Le nombre moyen de salariés de l'entreprise est de 104



35 dirigeants sur 63 expriment un besoin foncier inférieur à 2Ha pour leur projet d'implantation

Source :
Entreprises : enquête Bpifrance Le Lab auprès de 2 828 dirigeants d'entreprises industrielles
Les Industriels de Normandie représentent 117 personnes

71 % DES INDUSTRIELS DE LA RÉGION ONT BESOIN DE MOINS DE 2 HA POUR LEURS IMPLANTATIONS

EN FRANCE, 7 INDUSTRIELS SUR 10 RECHERCHENT MOINS DE 2 HECTARES POUR LEUR PROCHAINE IMPLANTATION INDUSTRIELLE

Alors que les territoires identifient la faible disponibilité de foncier économique comme étant le premier frein à l'implantation d'entreprises, les dirigeants semblent en majorité rechercher du petit foncier pour leur développement industriel.

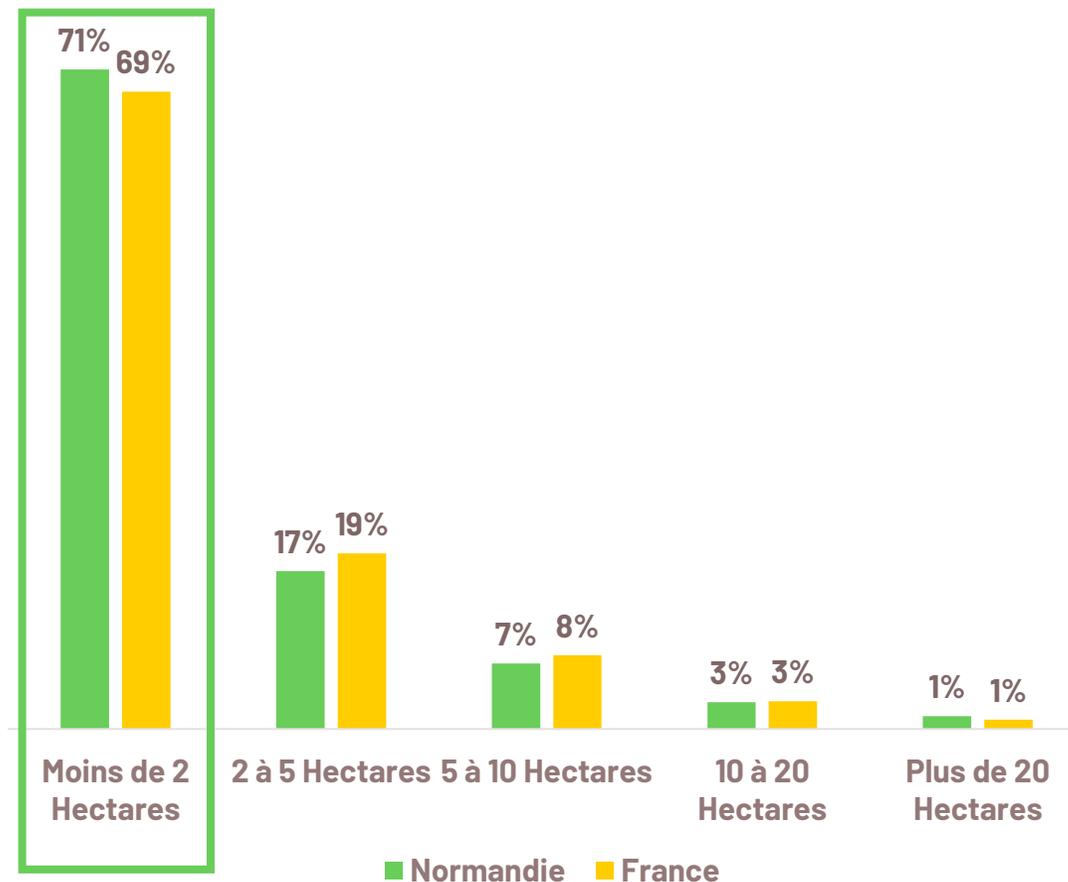
DANS LA RÉGION, LES INDUSTRIELS ONT BESOIN DE PETIT FONCIER POUR RÉALISER LEURS IMPLANTATIONS

- Les dirigeants de la Normandie sont 71 % à déclarer avoir besoin de moins de 2 Hectares* pour un futur projet d'implantation.
- Organiser la rencontre de l'offre et de la demande en matière de foncier est clé pour favoriser la réindustrialisation des territoires, notamment dans un contexte où on veut limiter l'artificialisation des sols.
 - La Normandie bénéficie d'un site clé en main à Grand-Couronne, prêt à l'emploi, avec des délais d'instruction réduits, et des infrastructures préétablies telles que le raccordement électrique.
 - Elle bénéficie également de 7 sites de foncier économique**, même si plus nombreux que les sites clé en main, ceux-ci sont parfois des friches industrielles qui nécessitent de gros chantiers d'assainissement et de dépollution. Certains exigent d'importants travaux de réhabilitation et de dépollution avant toute réaffectation, ce qui en retarde l'exploitabilité.

* Une surface de 2 Ha représente un peu moins de 3 terrains de football ou 76 courts de tennis, pour 5 Ha c'est un peu plus de 7 terrains de football ou 191 courts de tennis

** Les sources de ces données sont indiquées en slide 22.

Quel est le besoin en foncier pour cette nouvelle implantation ?
(Une seule réponse possible)
(Enquête auprès des dirigeants industriels)



Source :

Entreprises : enquête Bpifrance Le Lab auprès de 2 828 dirigeants d'entreprises industrielles

Les industriels de Normandie représentent 117 personnes

LES COMPÉTENCES, LE FONCIER ET LES INFRASTRUCTURES AU CENTRE DES PRÉOCCUPATIONS DES INDUSTRIELS DE LA NORMANDIE

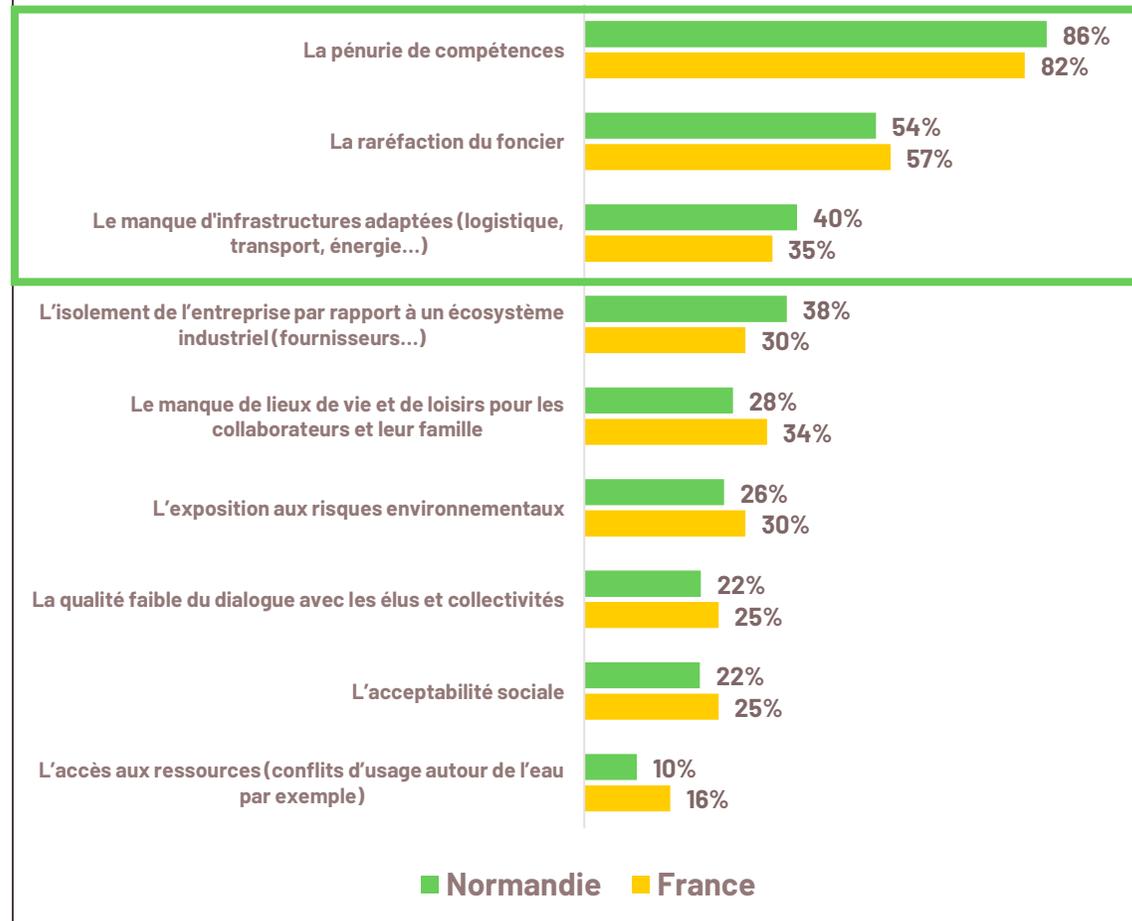
DANS LA RÉGION, LES INDUSTRIELS IDENTIFIENT LES COMPÉTENCES COMME PREMIER FREIN À LA CROISSANCE

- La pénurie de compétences et la raréfaction du foncier demeurent les deux principales préoccupations des industriels en France et en Normandie.
- Les industriels de la Normandie citent la pénurie de foncier comme deuxième frein aux projets industriels alors même que la région n'est pas dépourvue de foncier et qu'une majorité d'entre eux déclarent vouloir s'implanter localement, il est nécessaire d'interroger les raisons de cette perception du manque de foncier par les industriels, et l'adéquation entre les besoins des industriels et les caractéristiques spécifiques de l'offre de foncier.
- Le manque d'infrastructures adaptées (logistique, transport, énergie, etc.) est la 3^{ème} préoccupation pour les dirigeants industriels de la région.

EN FRANCE, LA PÉNURIE DE COMPÉTENCES EST LE PREMIER FREIN AUX PROJETS INDUSTRIELS

Trouver de la place pour y installer une nouvelle ligne de production est plus facile que de trouver de la main d'œuvre pour l'opérer : la pénurie de compétences est le principal frein au niveau local, devant la raréfaction du foncier. Lorsque l'on prend en compte le fait que ces projets prennent en premier lieu la forme d'extensions de sites déjà implantés, recruter reste le défi majeur des industriels.

Quels freins locaux identifiez-vous à vos projets industriels ? (Plusieurs réponses possibles) (Enquête auprès des dirigeants industriels)



Source :
Entreprises : enquête Bpifrance Le Lab auprès de 2 828 dirigeants d'entreprises industrielles
Les industriels de Normandie représentent 117 personnes

CONTACTS



bpifrance-lelab@bpifrance.fr



www.lelab.bpifrance.fr



www.x.com/BpifranceLeLab

Elise TISSIER,

Directrice, **Bpifrance Le Lab**

elise.tissier@bpifrance.fr

Bao-Tran NGUYEN,

Responsable du pôle études stratégiques, **Bpifrance Le Lab**

doan.nguyen@bpifrance.fr

Tatiana LLUENT,

Responsable d'études stratégiques, **Bpifrance Le Lab**

tatiana.lluent@bpifrance.fr

Matéo SZMIDT,

Responsable d'études stratégiques, **Bpifrance Le Lab**

joseph.szmidt@bpifrance.fr

SERVIR L'AVENIR

bpifrance